Projet de décret portant modification de certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la surface des publicités et des enseignes et aux règles d'extinction des publicités et enseignes lumineuses

<p>Connaissance du texte du projet</p> <p>01/12/2021 14:06</p>	<p>Bonjour,</p> <p>Serait-il possible de mettre en lien à télécharger la version intégrale du projet de décret soumis à consultation.</p> <p>Merci par avance</p>
<p>Pour le décret concernant la publicité</p> <p>01/12/2021 16:54</p>	<p>Pour diminuer l'incitation</p> <p>Et surtout l'extinction des publicités lumineuses et les enseignes</p>
<p>Favorable au décret pour limiter pollution lumineuse à caractère publicitaire</p> <p>01/12/2021 17:42</p>	<p>En plus de consommer inutilement de l'énergie, la publicité lumineuse perturbe les écosystèmes (rythme de vie des animaux nocturnes tels que les chauve-souris, batraciens, insectes, donc oiseaux et petits mammifères.) et donc à terme cela impacte l'humain. (c'est ce que les biologistes nomment la "trame noire")</p> <p>Il est urgent de réguler ces pratiques énergivores et délétères</p>
<p>Halte à la surconsommation de l'éclairage nocturne urbaine</p> <p>01/12/2021 18:51</p>	<p>Quand on voit la terre vue du ciel la question ne se pose même pas de savoir s'il est nécessaire de cesser cette pollution inutile, qui coûte chère et utilise de l'énergie difficile à produire et qui pourrait servir à bien d'autres choses.</p>
<p>quantité de publicités</p> <p>01/12/2021 19:40</p>	<p>Bonjour,</p> <p>Je m'étonne de ne voir dans ce projet aucune mention concernant le nombre de publicités lumineuses. Aujourd'hui, et en particulier sur les boulevards périphériques à proximité des centres commerciaux et des zones artisanales le nombre de publicités lumineuses ne cesse d'augmenter. Le développement des écrans ne cesse de s'accroître. Ce qui crée une distraction des conducteurs et surtout concernant les écrans une gêne significative dans la vision nocturne. Par ailleurs, la densité de ces publicités finit par rendre quasiment invisibles les panneaux de signalisation. Ainsi à l'aspect particulièrement inesthétique s'ajoute un réel danger. Ne devrait-on pas prévoir un nombre limité de ces panneaux et une distance minimale à respecter par rapport aux panneaux de la route, ainsi qu'une intensité lumineuse réduite la nuit ?</p>
<p>extinctions nocturnes</p> <p>01/12/2021 19:55</p>	<p>Pourquoi cette exception à l'extinction obligatoire de nuit de toute publicité lumineuse décidée pour le mobilier urbain affecté aux transports en commun?? Ces abris-bus peuvent être éclairés autrement et le sont déjà dans les grandes villes par de petites lampes. De plus la notion de "mobilier urbain affecté aux services de transport" est bien trop vague. Exception peut être faite pour les dispositifs d'information mais la publicité lumineuse doit être éteinte la nuit.</p>

	Le texte manque également d'ambition en laissant cette amplitude par défaut 1h-6h. Cette amplitude ne reflète pas ce qu'est la nuit. Le décret devrait porter cette amplitude de 21h-6h afin d'harmoniser les règles d'extinction nocturne avec la nuit elle-même !
Pollution lumineuse 02/12/2021 02:31	Il faut réduire au maximum la pollution lumineuse le soir.
dispositions du code de l'environnement relatives à la surface des publicités et des enseignes 02/12/2021 07:06	Je valide, mais l'on ne va pas assez loin. quatre ans pour mettre en conformité c'est beaucoup trop. Interdire les panneaux lumineux qui sont éblouissants pour les automobilistes. Cela n'apporte rien si ce n'est faire rentrer de l'argent dans les communes qui maintenant en abusent
opportunité de correction d'une erreur rédactionnelle 02/12/2021 10:19	Bonjour, Vous pourriez en profiter pour corriger l'erreur rédactionnelle (qui persiste depuis des années) du 3ème alinéa de l'article R581-42 du code de l'environnement et de son mauvais renvoi à l'article R581-31 qui a pour conséquence d'interdire le mobilier urbain dans les agglomérations de moins de 10.000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100.000 habitants, confère haut de page 46 du guide pratique de la réglementation de la publicité extérieure édité par le ministère.... Cordialement,
Délai exorbitant à réduire 02/12/2021 12:04	Ce décret doit entrer en vigueur le lendemain de sa publication mais en réalité, son article 4 prévoit que les réductions ridicules prévues pour les panneaux à l'article 2 (1,5 m2 et 0,70m2 !!) ne s'appliqueront pas pendant 4 ans aux publicités et enseignes mises en place avant son entrée en vigueur du présent décret... Ce n'est pas avec aussi peu de volontarisme l'on va réussir la transition écologique d'autant que ces dispositifs publicitaires restent pour les plus grands toujours excessifs (10m2 !). De plus ce délai confortable encourage à mettre encore rapidement en place actuellement avant la parution du décret des dispositifs qui vont échapper à la règle pendant 4 ans... Ce délai doit être réduit. Le secteur de la publicité engrange des recettes considérables en impactant quotidiennement notre environnement ; il dispose des moyens plus que confortables pour s'adapter en 12 mois au nécessité de l'intérêt général, si c'est bien cela que vise ce texte. Une année est bien suffisante pour se mettre en conformité ! On en exige bien plus des citoyens.
Mieux vaud un demi-décret que pas de décret 02/12/2021 13:40	Agent de l'Etat en charge de la réglementation publicitaire dans un département des Alpes, je considère qu'il n'existe aucune raison de relever le seuil de 4m ² à 4.7m ² . Les différentes entreprises spécialistes de l'affichage publicitaires savent très bien que le format 4m ² se mesure en tenant compte du cadre. Peu importe qu'elles doivent remplacer leur dispositif, c'est leur métier. L'abaissement du seuil de 12m ² vers 10.5m ² va dans le bon sens, je pense qu'un délai de 2 ans serait largement suffisant au lieu de 4 ans.

	<p>L'harmonisation des horaires d'extinction des dispositifs lumineux va dans le bon sens. Je regrette cependant qu'il n'y ait toujours pas de décret réglementant les puissances et efficacité des dispositifs lumineux.</p> <p>Je regrette également que la réglementation sur l'extinction des enseignes ne soit pas calquée sur la réglementation d'extinction des vitrines. Il serait urgent d'harmoniser les deux réglementations, particulièrement dans la mesure où la réglementation publicitaire incombera aux maires en 2024, comme la réglementation sur l'extinction des vitrines.</p>
<p>Clarification</p> <p>02/12/2021 14:27</p>	<p>Une clarification bienvenue qui donnera de la visibilité aux professionnels, en espérant qu'un juge considère la définition donnée comme étant suffisamment précise ? La publicité et les enseignes, autrement dit la signalétique étant tout simplement essentielle au bon fonctionnement des Commerces physiques qui doivent pouvoir disposer de moyens modernes de communication au même titre de ce qui se fait sur Internet. Rappelons que les dispositifs Numériques LEDs sont 20 fois moins énergivores que l'affichage papier mono information en kg équivalent carbone</p>
<p>Encore un effort</p> <p>02/12/2021 17:45</p>	<p>Pourquoi vous donner tout ce travail, pour quel résultat ?</p> <p>Vous augmentez les surfaces des dispositifs sur mur dans les communes de - de 10 000 hab (ne faisant pas etc...), au lieu d'aller dans le sens de la réduction (4, 7 m² support compris contre 4 m² aujourd'hui)</p> <p>Vous réduisez à 10,50 m² au lieu de 12 m² dans les + de 10 000 hab ce qui reste totalement excessif encore. De plus en plus de communes optent pour une limite à 4 m² dans leur RLP, et vous montent le chemin ! Et vous faites l'impasse sur les MUI de 12 m².</p> <p>- Vous proposez un délai de 4 ans pour mettre en conformité les dispositifs de + 12 m², alors que pour la publicité, l'ensemble du RNP pose le délai à 2 ans. N'est-il pas assez compliqué déjà ce RNP ? ???</p> <p>Je profite de cette consultation, merci à vous...</p> <p>je suggère : mettre toutes les communes à égalité de pollution publicitaire avec 4 m² maxi pour tout dispositif je suggère : garder le délai de conformité à 2 ans je suggère : pas de publicité lumineuse, extinction des enseignes renforcée</p> <p>Je suggère : simplifier la réglementation, par exemple :</p> <p>Suppression de la distinction entre "communes de -10 000 hab ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants", et "communes de - 10 000 hab faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants". Ne garder que la 1ère catégorie !</p> <p>A noter : les élus ne vous attendent pas pour faire des propositions responsables et montrent l'exemple : Les RLP optent le plus souvent pour extinction 23h - 7h ce qui est encore bien trop à mon avis, la publicité ne devrait pas être lumineuse quand elle est commerciale (MUI)</p>

	<p>Les rares points de progrès dans ce projet seraient justement l'extinction des publicités sur MUI (Actuellement, ils échappent à la règle d'extinction, quand les images sont fixes) et l'extinction des publicités sur abris-voyageurs en dehors des heures de fonctionnement (Actuellement il n'y a aucune limite).</p> <p>Bilan : Combien d'heures et de personnes se sont mobilisées pour arriver à ce projet ? Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants, que dire du grand retour de la publicité pour les alcools par exemple... ?</p>
<p>Tout petit progrès</p> <p>02/12/2021 18:08</p>	<p>Bonjour, ces dispositions permettent un tout petit progrès sur l'extinction nocturne des publicités lumineuses. Je pense que l'extinction pourrait se faire plus tôt, par exp dès 22h ou 23h. L'intérêt de la publicité lumineuse à ces heures là est vraiment limité, et c'est assez gênant. Les écrans numériques vidéos sont généralement les dispositifs les plus gênants. Apposés sur des abribus notamment, de manière perpendiculaire à une voie de circulation, ils constituent même une gêne pour la circulation routière et peuvent être un danger en monopolisant l'attention de l'automobiliste. Ces dispositifs devraient également être interdits. Peut être pour un prochain arrêté...?</p>
<p>FAVORABLE</p> <p>03/12/2021 10:42</p>	<p>Je suis favorable à toutes mesures qui viserait à réduire à l'impact de la publicité sur le paysage, les espèces et les personnes. Je trouve toutefois que les restriction apportés par ce décret sont encore trop timide. Afin de limiter les perturbations occasionnées sur la faune urbaine et périurbaine, les publicités devraient être éteinte 1h après le coucher du soleil et rallumées 1h avant, afin de s'adapter au cycle saisonnier et limiter la pollution lumineuse. et à terme devrait disparaître.</p> <p>Pour ce qui est des publicités non lumineuses de grande surface, leur impact paysager (sans parler des déchets générés) est énorme, et elles sont dépassées. Elles devraient tout simplement disparaître.</p>
<p>en termes de sobriété énergétique, indispensable d'aller plus loin</p> <p>03/12/2021 14:38</p>	<p>Merci de tous les commentaires qui prouvent que les citoyens mesurent mieux les enjeux que les décideurs. Et l'enjeu majeur aujourd'hui, consiste à faire une transition énergétique qui passera nécessairement par de la sobriété. Au lieu d'ergoter sur quelques centimètres de surface des panneaux géants, ne pourrait-on commencer par interdire l'installation de panneaux publicitaires lumineux, tout simplement? Sachant qu'un panneau lumineux de 2m2 consomme autant qu'un foyer avec un enfant... On demande aux foyers de faire des efforts, et on laisse la publicité, qui n'a aucune utilité sociale, continuer à consommer une énergie "de dingue", en nous proposant ensuite de construire de nouvelles centrales nucléaires pour alimenter tout ça. D'évidence, le texte est insuffisant. Faudra-t-il attendre la condamnation de l'Etat en mars 2022 par le Conseil d'Etat pour que de vraies mesures soient enfin prises ?</p>

<p>Vous avez essayé de freiner un TGV en frottant vos pieds sur les rails ?</p> <p>04/12/2021 12:09</p>	<p>C'est l'image que m'évoque ce texte : on enlève quelques centimètres carrés ici, mais on en ajoute là. La motivation du texte est pourtant, je cite "de réguler la publicité pour limiter fortement les incitations quotidiennes et non choisies à la consommation." Fortement, il est écrit.</p> <p>Je suis donc obligé de constater que ce texte ne répond pas du tout à l'objectif qu'il se fixe lui-même. En conséquence il n'atteint pas le niveau requis pour être présenté aux citoyens pour discussion. C'est même presque insultant je trouve, dans un domaine où il y a pourtant un consensus assez fort chez les mêmes citoyens pour limiter fortement la publicité d'une manière générale, et la publicité lumineuse en particulier.</p> <p>Ce texte est donc à reprendre en intégralité. La première phrase devra interdire totalement les publicités lumineuses installées directement sur le sol et donner 6 mois pour leur démontage.</p>
<p>plutot favorable</p> <p>04/12/2021 14:51</p>	<p>Bonjour,</p> <p>Plutot favorable à ce projet qui limite les pollutions visuelles et le gaspillage d'énergies voire de surfaces. Franchement, vous manquez de volonté politique et pourriez aller plus loin dans la baisse des dépenses énergétiques et plus globalement de la réduction des nuisances liées à la publicité</p>
<p>Délai transitoire de mise en conformité des enseignes</p> <p>05/12/2021 17:00</p>	<p>S'agissant des enseignes (<i>art. R. 581-65 modifié par le § 1 de l'art. 2 du projet de décret</i>), le projet de décret est pris pour l'application de l'article L. 581-18 du code de l'environnement.</p> <p>Or, selon le 1er alinéa de l'article L. 581-43 du code de l'environnement, les enseignes mises en place avant l'entrée en vigueur des actes pris pour l'application de l'art. L. 581-18, et qui ne sont pas conformes à leurs prescriptions, peuvent, sous réserve de ne pas contrevenir à la réglementation antérieure, être maintenues pendant un délai maximal de 6 ans à compter de l'entrée en vigueur de ces actes.</p> <p>Selon le 2e alinéa du même article L. 581-43, ce même délai de mise en conformité de 6 ans à compter de l'entrée en vigueur des actes pris pour l'application de l'art. L. 581-18 concerne les enseignes lorsqu'elles sont soumises à autorisation, ce qui est notamment le cas des enseignes dans les lieux mentionnés aux art. L. 581-4 et L. 581-8, ainsi que lorsqu'il existe un règlement local de publicité.</p> <p>Le dernier alinéa de l'art. L. 581-43 permet, par décret, de réduire le délai de mise en conformité de 6 ans uniquement pour les publicités et préenseignes.</p> <p>Par conséquent, l'article 6 du projet de décret ne peut (malheureusement) pas légalement réduire à 4 ans le délai imparti aux enseignes scellées au sol dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants pour réduire de 12 à 10,50 m² la surface unitaire des dispositifs dont le principal objet est de recevoir ces enseignes.</p>
<p>Harmonisation</p> <p>06/12/2021 08:24</p>	<p>L'arrêté du 27 décembre 2018 relatif aux nuisances lumineuses détermine que les éclairages extérieurs doivent être éteint au plus tard 1 heure après la fin de l'activité et au plus tôt 1 heure avant le début de l'activité. Pourquoi ne pas faire de même avec les enseignes lumineuses afin d'être en harmonie avec cet arrêté ?</p> <p>Concernant les enseignes publicitaires lumineuses sur la voie publique, il serait également possible de faire de même.</p>

<p>Renforcer les interdictions</p> <p>06/12/2021 11:00</p>	<p>Pourquoi faire une exception pour les panneaux lumineux installés dans les aéroports et les abris de transport ? La plupart des panneaux sont installés sur ces abris.</p> <p>Dans une logique de sobriété énergétique, le développement de ces technologies hyper consommatrices d'énergie électrique doit être freiné et soumis à conditions.</p> <p>Par ailleurs, ces panneaux en bords de route distraient bien plus les conducteurs que les affichages papiers. On interdit le téléphone en voiture, interdisons ces écrans faits pour attirer l'attention des conducteurs et passants.</p> <p>D'autre part, ces panneaux lumineux suppriment les emplois des afficheurs.</p> <p>La priorisation de l'électricité vers des enjeux majeurs de transition énergétique est nécessaire. Les bornes de recharge des véhicules électriques sont à prioriser avant ces panneaux publicitaires superfétatoires.</p> <p>Je demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à ce que ces panneaux soient automatiquement éteints lorsque l'éclairage public s'allume. - à ce que la même règle s'applique à tous les panneaux lumineux, quel que soit leur emplacement - à ce que l'installation d'un panneau lumineux justifie son bénéfice en termes d'impacts environnementaux par rapport à l'installation d'un panneau d'affichage traditionnel : Comparaison entre le coût énergétique, émissions de GES et consommations de ressources naturelles liés à l'installation du panneau (selon leur emplacement, l'impact environnementaux des trajets pour changer la publicité sera bien moindre)
<p>Délai transitoire de mise en conformité des enseignes</p> <p>06/12/2021 15:25</p>	<p>A défaut de pouvoir la supprimer, je rectifie ma contribution qui est partie un peu trop vite : il est possible au décret de prévoir un délai inférieur à 6 ans... puisque ce décret n'entre pas dans le champ limité des dispositions transitoires prévu par l'article L. 581-43... Au temps pour moi. Je n'ai rien dit.</p>
<p>Sans ambition</p> <p>07/12/2021 08:28</p>	<p>Il me semble que ce texte n'a pas beaucoup d'ambition pour la protection du paysage. Diminuer de 1m2 50 ne représente aucune avancée. Le désastre sera le même. Idem pour le passage du 4 m à 4m70, dont on ne comprend pas d'où cela sort, excepté l'augmentation de la surface. Osez écrire que le mobilier urbain n'a pas pour objet principal de recevoir de la publicité est risible, quand on voit que la surface publicitaire est toujours là plus offerte. L'extinction des lumières devait être à de 11h à 7 h. Accorder 4 et 6 ans pour que les professionnels se mettent en conformité prouve bien que ce texte a été dictée par eux mêmes. Le citoyen lui subira la nuisance que confère la publicité sur son cadre de vie. Pour se laver les yeux Il prendra un avion avec la promesse de trouver des paysages intacts. J'espere que ce texte ne passera pas.</p>
<p>Clarification de la notion de surface unitaire</p> <p>07/12/2021 09:41</p>	<p>Bonjour,</p> <p>Ci-dessous mes observations à votre projet de décret :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quitte à reprendre la formulation de l'arrêt du Conseil d'Etat Oxial, autant la reprendre entièrement et ne pas se limiter à la seule phrase "dont le principal objet est de recevoir la publicité" mais d'y ajouter la phrase suivante : "c'est-à-dire la surface du panneau litigieux tout entier". Le code de l'environnement y gagnerait en clarté et en cohérence avec la jurisprudence du Conseil d'Etat. Cela permettrait également d'éviter toute interprétation sur la notion de "principal objet est de recevoir la publicité" - la réduction de la surface des panneaux de 12m² à 10,50m² est une très bonne chose

<p>Logique de sobriété</p> <p>07/12/2021 10:01</p>	<p>Dans le contexte actuel, il me semble qu'il faut dissuader les annonceurs quels qu'ils soient d'avoir recours à ces panneaux lumineux. Pas seulement parce qu'ils gaspillent de l'énergie, perturbent la faune et les conducteurs, encouragent la consommation de biens non essentiels voire carrément inutiles mais aussi parce qu'ils sont fabriqués loin, dans des conditions environnementales et sociales contestables (terres et minerais rares, pollutions, exploitation de ressources et des travailleurs). Pourquoi considérer le bilan écologique d'un bien à partir de son arrivée sur notre territoire ? il faut prendre en considération l'ensemble du cycle de vie : de la production à la fin de vie et statuer en fonction du gain que cela apporte aux "contribuables". Concernant les panneaux lumineux comme bien d'autres choses, le bilan est clair : aucun gain, que des nuisances.</p> <p>Vivement que cette "mode" passe vite ! ce décret devrait être beaucoup plus contraignant : interdiction pure et simple quelle que soit la taille des enseignes lumineuses.</p>
<p>Oui à une harmonisation de l'extinction des publicités lumineuses entre 1h et 6h a minima</p> <p>07/12/2021 11:35</p>	<p>On peut constater chaque jour (nuit) sur le territoire et notamment dans les zones commerciales que la pollution lumineuse est loin d'être combattue, et la loi de 2018 n'a pas réussi à la limiter de façon significative. Il faut donc une interdiction uniforme sur tout le territoire, ce projet de décret me semble utile pour lutter contre cette pollution et ces dépenses énergétiques inutiles.</p>
<p>Extinction à 23h</p> <p>07/12/2021 14:54</p>	<p>Je suggère extinction de ces panneaux à 23h. Certaines villes (Angers entre autres) ont déjà pris cet horaire dans leur RLP. Si certaines l'ont fait, pourquoi pas les autres ?</p>
<p>interdiction de tout nouvel écran publicitaire</p> <p>08/12/2021 07:18</p>	<p>Bonjour votre proposition ne va pas assez loin.</p> <p>On sait que les écrans lumineux type écran d'ordinateur sont consommateurs d'énergie et de ressources, nous demandons donc un moratoire contre toute nouvelle installation de matériel de grandes dimensions, et en tous cas l'extinction à minima dès 23h voire 22h en zone peu fréquentée : 1 heure du matin, comme vous le proposez, c'est insuffisant.</p> <p>Tous les panneaux publicitaires devraient être éteints la nuit, bien sûr comme le précise votre document, hors mobiliers des réseaux de transport en fonctionnement, et pour les enseignes sur bâtiment, seuls les hôpitaux, hôtels ou pharmacies quand elles sont de garde devraient pouvoir bénéficier d'exception.</p> <p>Cependant, si on limite les extinctions aux publicités, enseignes... le progrès ne sera pas significatifs. Il faut aussi l'imposer aux habitations, et notamment aux cours de logements collectifs.</p>
<p>constatation des sanctions en cas de non respect des règles d'extinction des publicités lumineuses</p> <p>08/12/2021 09:12</p>	<p>Bonjour,</p> <p>Le futur Article R581-87-1 du code de l'environnement prévoit une contravention de 5 ème classe en cas de non respect de l'obligation d'éteindre les publicités et enseignes.</p> <p>Se pose la question des agents habilités à constater cette infraction. quels sont-ils? (des policiers municipaux pourront -ils le faire?)</p>

	<p>L'amende sera-t-elle appliquée directement par le Maire ou cela doit-il transiter par le procureur de la république?</p> <p>Vous remerciant d'apporter ces précisions opérationnelles.</p>
<p>Harmonisation des délais</p> <p>09/12/2021 10:56</p>	<p>Le délais de mise en conformité des dispositifs gagnerait à être harmonisé avec celui de la caducité prochaine des RLP de première génération. De nombreux dispositifs vont devoir soit évoluer, soit être supprimer. Autant que cela se fasse dans une seule et même dynamique plutôt que dans des délais successifs.</p> <p>Je propose donc de passer ce délai au 14 janvier 2023 ou 14 juillet 2024.</p>
<p>pollution lumineuse</p> <p>10/12/2021 17:17</p>	<p>La réduction de la surface maximale des publicités murales ainsi que celles scellés au sol passant de 12m² à 10,50m² est trop peu selon moi. En effet, hors mis le fait que cela gâche ma vision, la pollution lumineuse est beaucoup trop forte. Il est de plus inutile de laisser les panneaux lumineux allumés jusqu'à 1h du matin.</p>
<p>Trop peu d'impact</p> <p>10/12/2021 17:22</p>	<p>Bonjour,</p> <p>Je pense que la proposition n'est pas assez impactante.</p> <p>Il faudrait tout d'abord obliger les enseignes à éteindre les panneaux le soir car les effets de la pollution lumineuse existent. Ce n'est pas en réduisant de 2m² le panneau que ça aura des effets. A partir de 22h admettons, les insectes ne seront plus attirés par la lumière et la biodiversité ne sera pas impactée par la lumière.</p> <p>Ce n'est qu'une piste d'amélioration à la proposition.</p>
<p>Encore du bricolage pour ne pas déplaire aux afficheurs</p> <p>10/12/2021 17:25</p>	<p>Avec l'augmentation de la surface autorisée des panneaux de 4m² à 4,70m², on fait un pas de plus en arrière.</p> <p>Cette consultation, comme les autres, relève du folklore puisqu'on connaît à l'avance la décision finale qui ne tiendra aucun compte des diverses remarques des participants mais répondra positivement aux demandes des afficheurs. Vive la démocratie participative.</p>
<p>Allons beaucoup plus loin !</p> <p>11/12/2021 18:06</p>	<p>L'initiative est bonne mais largement insuffisante, dans le contexte de réchauffement climatique et d'érosion de la biodiversité. Les dispositifs publicitaires incitent à la consommation d'objets dont la fabrication et le fonctionnement demandent matériaux et énergie et les dispositifs eux-mêmes en nécessitent également. En plus, effets négatifs sur la santé et sur la biodiversité de ce qui est lumineux, effets sur l'attention routière, vues enlaidies.</p> <p>La réduction de la taille des panneaux devrait être de 12m² à 4m² cadre compris et non pas à 10,5m² (et surtout pas augmenter la taille des panneaux existants à 4,7m²), la hauteur maximale 4m. L'extinction des dispositifs lumineux doit se faire au moins de 22h à 7h voire commencer à 21h, y compris pour les abris voyageurs et les aéroports. Les enseignes et vitrines doivent être éclairées uniquement pendant les heures d'ouverture de l'établissement.</p> <p>Le délai pour se mettre en conformité est beaucoup trop long. Une année devrait suffire.</p> <p>Le décret devrait inclure une interdiction des publicités par écrans dans les vitrines, particulièrement agressives et énergivores.</p>

<p>A ce rythme là...</p> <p>13/12/2021 14:15</p>	<p>Mieux encadrer la publicité et les enseignes lumineuses, c'est indispensable, mais ce projet est bien trop timide. Les enjeux sont pourtant clairs pour tout le monde, pourquoi perdre du temps à bricoler des mesurette ?</p> <p>Pendant ce temps, les écrans abrités derrière les vitrines croissent de façon exponentielle. Il serait urgent de mettre un sérieux coup de frein à tout cela !</p> <p>Au lieu de cela, on va confier le contrôle de la publicité aux communes, dont l'écrasante majorité n'a pas les moyens de faire quoi que ce soit sur le sujet... C'est totalement contre-productif.</p> <p>La France moche a de beaux jours devant elle.</p> <p>Le réchauffement climatique aussi.</p> <p>Quelle tristesse.</p>
<p>Agression publicitaire</p> <p>13/12/2021 15:33</p>	<p>Partout ! Toujours plus présente ! Toujours plus grande ! Toujours plus forte ! Toujours plus lumineuse...</p> <p>Quelle agression continue ! Du matin au soir, vous êtes agressés de publicités par votre téléphone, votre tablette, votre PC familial ou de bureau, par la radio, la télévision, le cinéma, la rue, la route, les supermarchés d'abondance et de gaspillage... même jusqu'au bord de mer l'été !</p> <p>Impossible d'être tranquille ni d'en être à l'abri... votre téléphone devient un mouchard : vous êtes géolocalisé et écouté à votre insu pour que les publicités que vous recevrez soient bien ciblées...</p> <p>Publicité, art de l'inutile : JE VOUS HAIS</p>
<p>problème dans déroulement de la consultation</p> <p>14/12/2021 12:16</p>	<p>Le site internet laisse apparaître que 48 commentaires ont été déposés au 14/12/2021, or, seuls 20 sont consultables et visibles en ligne, de telle manière qu'il n'est pas possible de pouvoir prendre connaissance des autres commentaires laissés, et du sens des avis émis. Cela nuit à la consultation.</p> <p>D'avance merci d'y remédier.</p>
<p>Un projet décevant qui protège plus les afficheurs que l'environnement...</p> <p>15/12/2021 18:59</p>	<p>C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire !</p> <p>Des RLP vont plus loin que le Code de l'environnement en limitant les panneaux publicitaires à 4 m². C'est ce que devrait imposer le Code de l'environnement dans toutes les communes !</p>
<p>Protection des afficheurs, pas de l'environnement</p> <p>15/12/2021 19:37</p>	<p>Dire que la surface maximale sera désormais de 4,7 m² pour « éviter aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants » est fallacieux. Il leur suffit d'enlever le cadre comme l'ont déjà fait certains pour être en règle. L'installation de panneaux de 4 m² sans cadre est une pratique qui, désormais, commence à se répandre.</p>
<p>Il faut protéger l'environnement, pas les afficheurs-pollueurs</p>	<p>Des RLP vont plus loin que le Code de l'environnement en limitant les panneaux publicitaires à 4 m². C'est ce que devrait imposer le Code de l'environnement dans toutes les communes ;</p>

15/12/2021 19:39	Passer de 4 à 4,7 m ² serait une régression, insupportable aujourd'hui au regard du principe de non-régression, et le passage de 12 à 10,5 m ² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m ² est bien un recul.
Poursuite du harcèlement consumériste 15/12/2021 19:46	Ce texte est très insuffisant au regard des enjeux environnementaux actuels et de la place hallucinante qu'a pris la publicité dans notre espace public. Il contient même des dispositions en recul (panneaux de 4,7m ²), qui semblent avaliser des situations de non-droit ("ce léger relèvement évite aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants" - comment se fait-il que des panneaux contraires au code de l'environnement existent déjà ?). A quand une vraie loi, qui libère les trottoirs et nos imaginaires de ce harcèlement commercial ?
non à l'augmentation de la surface des publicités dans des milliers de communes 15/12/2021 20:01	1. Le projet de décret parle de réduire la surface maximale des publicités alors qu'il l'augmente de près de 20 % dans des milliers de communes : totalement incohérent et contraire aux objectifs poursuivis . De plus le délai de QUATRE ANS !!! accordé aux annonceurs pour réduire la taille des publicités autorisées de 12 à 10,50 m ² est absolument excessif. Il doit être ramené à UN AN . maximum.
pour les paysages nocturnes 15/12/2021 20:11	Notre société est en pleine évolution. Le code de l'environnement doit accompagner cette évolution. Il faut limiter franchement les horaires où la publicité lumineuse est admise. Une heure du matin c'est beaucoup trop pour les humains qui ne sont plus dehors mais aussi pour la faune que la lumière empêche de dormir. Il faut aussi limiter la taille des panneaux publicitaires déclencheurs de consommations inutiles. Un maximum de 4 m ² , c'est déjà bien. Multiplions les arbres plutôt que les panneaux. C'est le vœu de beaucoup d'humains et de tous les oiseaux !
Il faut aller beaucoup plus loin 15/12/2021 20:19	"...de porter de 4m ² à 4,70m ² la surface maximale des publicités murales..." C'est ça que vous appelez limiter la publicité ?
Les afficheurs vous remercient ! 15/12/2021 20:25	La réduction de la surface des publicités de 12 m² à 10,5 m² maximum serait selon vous une réponse à la Convention citoyenne pour le climat pour limiter la surconsommation. Qui peut être assez naïf pour croire cela ? En fait, il s'agit tout bonnement de permettre aux grands afficheurs (Decaux, Exterion média, Clear Channel) de conforter leur position dominante en fixant un maximum correspondant aux panneaux qu'ils déploient (des panneaux de 10,5 m ² , comme par hasard), tout en faisant supprimer les panneaux de 12 m ² des petits afficheurs. De plus, remplacer un panneau de 12 m ² affiche-papier-colle non éclairé par un panneau de 10,5 m ² éclairé-motorisé-défilant ne fait qu'aggraver son impact environnemental.

	<p>Pour les agglomérations de moins de 10 000 habitants, l'augmentation de la surface des publicités de 4 m² à 4,7 m² maximum a pour objectif avoué d'éviter aux afficheurs de devoir modifier leurs panneaux de 4 m² affiche. Au moins le ministère a le mérite de la franchise ! Cela revient à permettre aux afficheurs de régulariser leurs panneaux de 4 m² affiche, illégaux depuis 2012. Et pourquoi ne fixerait-on pas la vitesse maximum sur autoroute à 150 km/h au motif que certains roulent à cette vitesse ?</p> <p>Cette mesure visant à augmenter la surface fixée à 4 m² par le Grenelle de l'environnement est une régression pure et simple.</p> <p>Or l'article L.110-1 du code de l'environnement impose le principe de non régression : l'administration ne peut pas revenir sur un progrès de la protection de l'environnement sans justifier de motifs d'intérêt général. Ainsi, régulariser les panneaux illégaux des afficheurs serait un motif d'intérêt général??? La validité juridique de cette mesure semble bien fragile !</p> <p>Enfin, l'extinction nocturne de la publicité sur mobilier urbain, la seule mesure qui va dans le bon sens, mais avec une avancée millimétrique, est sans aucun rapport avec les enjeux écologiques actuels, entre autre l'impératif de sobriété énergétique. Les publicités lumineuses doivent être tout simplement interdites.</p> <p>Les seuls dispositifs lumineux à autoriser sont les enseignes murales, non numériques, pouvant être éclairées uniquement pendant les heures d'ouverture de l'établissement.</p>
<p>Projet très insuffisant</p> <p>15/12/2021 20:35</p>	<p>Il me semble que ce texte n'a pas beaucoup d'ambition quant à la protection des paysages. Diminuer de 1,5 m² ne modifiera guère l'impact visuel. Idem pour le passage du 4 m à 4m70, directement dicté par les préoccupations des afficheurs...</p> <p>Des RLP vont plus loin que le Code de l'environnement en limitant les panneaux publicitaires à 4 m². C'est ce que devrait imposer le Code de l'environnement dans toutes les communes !</p>
<p>avis défavorable</p> <p>15/12/2021 20:37</p>	<p>je suis contre ce décret qui est toxique à la nature ,à l'univers !</p>
<p>On est loin de l'esprit de la convention</p> <p>15/12/2021 20:47</p>	<p>Le texte est encore trop timide, il rend d'une main ce qu'il a pris de l'autre.</p> <p>Quid des écrans vidéos publicitaires sur les vitrines à proximité des monuments historiques ?</p>
<p>Recul pour le code de l'environnement</p> <p>15/12/2021 21:00</p>	<p>En ce qui concerne le respect de la liberté d'expression du commerce et de l'industrie , il faudrait distinguer entre l'espace public et l'espace privé. En effet , dans le premier cas nul n'est contraint d'être confronté aux messages publicitaires et chacun peut choisir ce qu'il lit ou regarde quand il s'agit de la presse, du cinéma ou tout autre support relevant du domaine privé mais toute personne doit par la force des choses emprunter l'espace public et par là subir de gré ou de force ces messages publicitaires que nous imposent les décideurs. Depuis bien trop longtemps cet espace public a été envahi de manière éhontée par l'affichage en tout genre pour des produits dont par ailleurs peu sont compatibles avec la protection de l'environnement puis, depuis quelque temps, par un affichage lumineux, animé de surcroît, qui lui est une aberration supplémentaire si l'on pense au gaspillage d'énergie qu'il entraîne, ce qui ne paraît pas beaucoup troubler nos gouvernants trop sensibles à un lobbying exercé sans vergogne.</p> <p>La presse, le cinéma ou tout autre entité de ce type sont grassement rétribués par les publicitaires et en tirent donc profit mais quel est le profit retiré par le citoyen lambda lorsqu'à longueur de journée il est harcelé par toute cette publicité, que ce soit en attendant l'autobus, le métro et en parcourant les rues de la ville ou du village où il réside. Nul n'y échappe et il serait donc temps de rendre au citoyen sa liberté de circuler sans avoir à subir ce matraquage publicitaire, et donc de limiter cette débauche de panneaux en tout genre en réduisant drastiquement leur surface</p>

	<p>(ceci à l'attention particulière de Madame Pompili, Ministre de la transition écologique, qui "néglige ou s'oppose même parfois" à faire respecter la réglementation existante par l'entremise des préfets en charge de cette question.) Je m'oppose donc à ce projet dont le but inavoué est non pas de protéger l'environnement mais bien plus de protéger les afficheurs. Rendez-vous donc au 10 et au 24 avril prochain.</p>
<p>Non à la publicité OUI à la protection de l'environnement !!!</p> <p>15/12/2021 21:01</p>	<p>Dire que la surface maximale sera désormais de 4,7 m² pour « éviter aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants » est fallacieux. Il leur suffit d'enlever le cadre comme l'ont déjà fait certains pour être en règle. L'installation de panneaux de 4 m² sans cadre est une pratique qui, désormais, commence à se répandre.</p> <p>Je m'oppose à ce projet, malgré le passage à 10,5 m² maximum de la surface des publicités et l'extinction partielle de la publicité sur le mobilier urbain de minuit à 6 heures.</p> <p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens...</p> <p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>
<p>démocratie et environnement en danger</p> <p>15/12/2021 21:02</p>	<p>Ce décret revient à redonner aux afficheurs le droit de poursuivre en l'aggravant la pollution visuelle et paysagère tout en imposant des messages publicitaires non sollicités</p>
<p>avancées insuffisantes et recules</p> <p>15/12/2021 21:05</p>	<p>Le texte n'est largement pas assez ambitieux dans ces quelques avancées limitant l'exposition à la publicité de nos citoyens et la destruction des paysages. Il comporte même des régressions (passage à 4,7m² max pour la surface des panneaux !)</p>
<p>Non à ce projet !</p> <p>15/12/2021 21:16</p>	<p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>
<p>Amélioration bidon, tout pour les annonceurs</p> <p>15/12/2021 21:26</p>	<p>Des RLP vont plus loin que le code de l'environnement en limitant la surface à 4m². Il y a des maires plus courageux que Mr Lemaire. 4m², c'est ce que devrait imposer le code à TOUTES les communes</p>

<p>De qui se moque-t-on ?</p> <p>15/12/2021 21:27</p>	<p>Plutôt que ces mesurètes (même si certaines donnent l'impression d'aller dans le bon sens), j'attends une baisse notable de la pression publicitaire sur les espaces et les esprits. La qualité de la vie, la liberté de penser et rêver, et le raffinement de la civilisation sont à ce prix.</p>
<p>Largement insuffisant !! Voire régressif</p> <p>15/12/2021 21:31</p>	<p>Augmenter la taille à 4.7m2 pour ne pas obliger ceux qui ont déjà enfreint la règle des 4m2 à changer !!?? Si je roule à 150km/h aurais-je le culot de demander une modif du code de la route pour ne pas ralentir?</p> <p>L'idéal pour le bien commun, si tant est que ceux qui me lisent se soucient du bien commun, c'est moins de publicité, MOINS ! Et je dis ça en tant que commerçant, qui est souvent tenté d'acheter des espaces publicitaires... mais si tout les commerçants le faisaient (si tant est qu'ils en aient les moyens ! La pub favorise les plus gros au détriment des autres)</p> <p>Donc ma proposition est simple : interdire les publicités lumineuses, toutes et tout le temps, et annoncer aux publicitaires une programmation irréversible de la suppression de l'affichage publicitaire (hors enseignes). Par exemple : l'interdiction de toute nouvelle implantation, le rétrécissement à 8m2 hors cadre en 2022 puis 6m2 en 2024 puis 4m2 etc et idem pour les panneaux adossés 4 puis 3 puis 2 (hors cadre pour que les supports ne soient pas changés mais seulement les affiches réduites jusqu'à leur suppression.</p> <p>Ce qui n'empêche pas de réduire aussi les autres canaux de publicité : télé, radio, internet...</p>
<p>Pas du tout d'accord avec ce projet</p> <p>15/12/2021 21:36</p>	<p>Dire que la surface maximale sera désormais de 4,7 m² pour « éviter aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants » est fallacieux. Il leur suffit d'enlever le cadre comme l'ont déjà fait certains pour être en règle. L'installation de panneaux de 4 m2 sans cadre est une pratique qui, désormais, commence à se répandre.</p> <p>La publicité dans l'espace public constitue pour moi une violence sournoise. Halte également aux panneaux numériques, ce n'est pas bon pour le climat !</p>
<p>Manque d'ambition, voire recul</p> <p>15/12/2021 21:37</p>	<p>Le relèvement de 4 à 4,7 m2 correspond à une attente des annonceurs, pourquoi aller dans leur sens et comment alors parler de limitation? D'autant que cette règle s'appliquera aux zones les plus fragiles que sont ces petites agglomérations. Il me semble que les attentes de nos concitoyens vont vers une limite beaucoup plus drastique de cette pollution visuelle et mercantile.</p>
<p>enseignes lumineuses</p> <p>15/12/2021 21:37</p>	<p>il est déjà inconcevable d'avoir des enseignes lumineuses : elles utilisent les fluides, alors qu'on en manque, elles sont bruyantes et dangereuses. Pour preuve, j'ai failli avoir un accident de voiture avec une enseigne lumineuse qui m'avait éblouie alors que je conduisais.</p>
<p>Pour la suppression de la publicité dans l'espace public</p> <p>15/12/2021 21:39</p>	<p>L'espace public et la vue sont des biens partagés. Il n'est plus acceptable que nous subissions ces messages et agressions visuelles sans avoir donné son consentement. La liberté des uns doit s'arrêter là où elle gêne celle des autres. Non aux publicités invasives, non aux publicités polluantes, non aux panneaux publicitaires, grands ou petits.</p>

<p>Un peu de cohérence, messieurs les législateurs !</p> <p>15/12/2021 21:42</p>	<p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p> <p>Ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens... Quelle est aujourd'hui la justification de la publicité ? En quoi est-elle d'utilité publique qui justifie que nous ayons à la subir et à subir ses conséquences à tous les points de vue ? Si le législateur a été capable d'interdire la publicité pour certains produits qui étaient considérés à juste titre comme dangereux pour la société, tabac, armes, qu'est ce qui l'empêche d'aller au bout de la démarche en réduisant drastiquement, puisqu'interdire paraîtrait trop extrême, la publicité en tant que telle, puisqu'elle est elle-même dangereuse ?</p> <p>Je m'oppose à ce projet, malgré le passage à 10,5 m² maximum de la surface des publicités et l'extinction partielle de la publicité sur le mobilier urbain de minuit à 6 heures, et parce que le passage de 4 à 4,7m² (+17% !!! A quand +17% sur le smic???)</p>
<p>la publicité vecteur de surconsommation inutile donc de gaspillage</p> <p>15/12/2021 21:43</p>	<p>Ce que nous réclamons, c'est une baisse de la présence de la publicité.</p> <p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études dénoncent l'impact négatif de la publicité : rendre les gens malheureux par le culte de l'envie.</p> <p>La pub c'est une machine à contraindre à la surconsommation par la frustration, par la normalité.</p> <p>C'est le contraire de l'information c'est le denier avatar de la propagande.</p>
<p>Recherche dirigeants responsables</p> <p>15/12/2021 21:46</p>	<p>Je viens d'apprendre ce projet de décret. Non sans blague, vous êtes sérieux ? Vous appelez ça une avancée ? Les grands panneaux ne font déjà plus 12m², mais un peu moins. Donc aucune avancée. De plus vous permettez un affichage de 4,7m² sous prétexte de ne pas remplacer l'existant.</p> <p>Mais vous marchez sur la tête ou quoi ? Vous n'avez pas honte ? QUAND allez vous VRAIMENT agir pour le climat ? Quand allez vous agir afin que l'on cesse sur sur-consommation ?</p> <p>Un décret rédigé par des dirigeants irresponsables et malhonnêtes envers les citoyens et la planète !!!!!</p>
<p>La publicité vecteur de surconsommation inutile donc de gaspillage.</p> <p>15/12/2021 21:47</p>	<p>Ce que nous réclamons, c'est une baisse de la présence de la publicité.</p> <p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études dénoncent l'impact négatif de la publicité : rendre les gens malheureux par le culte de l'envie.</p> <p>La pub c'est une machine à contraindre à la surconsommation par la frustration, par la normalité.</p> <p>C'est le contraire de l'information c'est le denier avatar de la propagande.</p>
<p>Nos paysages</p> <p>15/12/2021 21:49</p>	<p>Non à tous ceux qui s'approprient nos paysages. Que ce décret réduise ces ahurissantes avalanches de publicités et conduise à une économie d'électricité en limitant encore plus fortement l'éclairage des panneaux publicitaires pendant la nuit. Que ce décret montre également aux annonceurs que comme les autres citoyens ils doivent respecter la loi en renforçant le montant des amendes</p>
<p>Projet très insuffisant</p> <p>15/12/2021 21:55</p>	<p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens...</p>

<p>Ce texte ne va pas dans le sens de la lutte contre la pollution visuelle</p> <p>15/12/2021 21:56</p>	<p>Ce texte ne va pas dans le sens de la diminution de la pollution visuelle Le Code de l'environnement ne doit pas entériner les pratiques des afficheurs, mais fixer des dimensions qu'ils devront respecter.</p>
<p>Recul pour le Code de l'Environnement</p> <p>15/12/2021 21:59</p>	<p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²) Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul. Je m'oppose à ce projet, malgré le passage à 10,5 m² maximum de la surface des publicités et l'extinction partielle de la publicité sur le mobilier urbain de minuit à 6 heures.</p>
<p>Ce projet est un recul</p> <p>15/12/2021 22:01</p>	<p>Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul. Dire que la surface maximale sera désormais de 4,7 m² pour « éviter aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants » est fallacieux. Il leur suffit d'enlever le cadre comme l'ont déjà fait certains pour être en règle. L'installation de panneaux de 4 m² sans cadre est une pratique qui, désormais, commence à se répandre. Ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens...</p>
<p>Trop de pub</p> <p>15/12/2021 22:01</p>	<p>Bonjour,</p> <p>Le projet part d'un bon sentiment mais est beaucoup trop timide par rapport à la situation actuelle. Nous sommes totalement envahis par la publicité qui conditionne nos vies et même nos façons de pensée tellement elle s'imisce dans notre vie quotidienne.</p>
<p>Le système général des publicités est chronophage et abrutissant</p> <p>15/12/2021 22:14</p>	<p>Par pitié, réduisez ces panneaux en bois, papier, lumineux, télévisé... il y en a marre ! Est-ce que vous vous rendez compte qu'on est emprisonné entre tel produit et tel autre, tel système et tel autre, on est devenu une balle de ping pong que des maxi raquettes colorées se renvoient sans discernement.</p> <p>Où est le vrai choix entre deux produits alors que des centaines d'autres sont beaucoup plus valables mais sans les centaines de millions d'euros qui les range dans les marques inconnues... Haro sur la malbouffe qui s'exhibe sans pudeur alors que le prix payé est surtout celui de la publicité et pas la qualité du produit lui-même ...</p> <p>Vous êtes complices et responsables, vous les décideurs publics, de cette exhibition dégradante pour le genre humain.</p> <p>Alors vous nous demandez si on préfère des panneaux de 4m² ou 5 m² ? Si on doit éteindre les enseignes de 1H à 6h ? Et pourquoi pas définitivement ; ça nous reposerait...</p>

	<p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p> <p>On se moque de nous, on nous prend pour des abrutis mais détrompez-vous, les gens ne disent rien parce qu'ils sont sidérés par cette avalanche de panneaux hideux et bêtas, par ces niagaras de publicités télévisuelles qui polluent la tête des gens et les rend malades. Mais un jour, ils se réveilleront et ça vous fera mal à vos certitudes !</p> <p>STOP-STOP-STOP !!!</p>
<p>Ce projet est un recul- et insuffisant de facto pour faire évoluer les choses</p> <p>15/12/2021 22:37</p>	<p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²) Halte aux grands panneaux !</p> <p>Il est temps de protéger l'environnement, pas les afficheurs / annonceurs</p>
<p>Protection des afficheurs, pas de l'environnement</p> <p>15/12/2021 22:41</p>	<p>Le Code de l'environnement ne doit pas entériner les pratiques des afficheurs, mais fixer des dimensions qu'ils devront respecter. C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire ! Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul.</p>
<p>Et si l'Etat français avait plus d'ambition ?</p> <p>15/12/2021 22:47</p>	<p>Bonsoir, Je ne vais pas épiloguer sur le bricolage quant aux surfaces maximales des publicités, notamment les 4m2 qu'on augmenterait ! Quelle en serait la justification ? En revanche, s'agissant des publicités lumineuses et numériques, quel intérêt ont-elles à polluer la vie nocturne sans apporter de service nécessaire à des heures qui devraient être tranquilles ? Sans compter sur des consommations d'énergie largement évitables, à une époque où la sobriété énergétique devrait être de rigueur ! Aussi j'estimerai primordial d'exiger une extinction des publicités d'une durée de 8h minimum, entre 22h00 et 6h00 ou 23h00 et 7h00, y compris dans les gares et aéroports ! À bon entendeur... Si l'ambition est de mise, bien entendu. Bonne soirée aux ambitieux Bonnes fêtes et prenez bien soin de vous et de vos proches</p>
<p>La pub lumineuse nous agresse et agresse la planète !</p> <p>15/12/2021 23:05</p>	<p>Le projet ne vas pas assez loin, ne répond pas aux urgences en la matière.</p>

	<p>Il convient de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, sur nos enfants et sur l'environnement.</p> <p>Energie, climat, carbone, pollution, eau, sont-ce de vains mots ?</p> <p>Les traités internationaux sur la protection de l'environnement sont-ce de vains textes ?</p> <p>Le droit de vivre dans un environnement sain n'est-ce qu'un vulgaire slogan publicitaire ?</p>
<p>Domage dommages</p> <p>15/12/2021 23:14</p>	<p>Domage ! Vous ratez le coche. Vous aviez l'occasion de faire avancer la lutte contre les nombreuses agressions publicitaires - le mot agression n'est pas choisi par hasard - mais là vous êtes carrément mou du genoux... Vous laissez augmenter la surface de certains panneaux, vous adaptez les autres aux pratiques déjà en cours, ça ne fait rien avancer du tout.</p> <p>Domage, vous aviez l'occasion de forcer vraiment à des économies d'énergie électrique, certes minimales par rapport aux dépenses énergétiques excessives des staffs ministériels et présidentiels, mais qui auraient été vues et constatées par tous. Quel manque d'ambition !</p>
<p>Projet très en deçà des ambitions de la Convention citoyenne - Je m'y oppose</p> <p>15/12/2021 23:20</p>	<p>Voici quelques unes de mes remarques :</p> <p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²)</p> <p>Le Code de l'environnement ne doit pas entériner les pratiques des afficheurs, mais fixer des dimensions qu'ils devront respecter. C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire !</p> <p>Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul.</p> <p>Des RLP vont plus loin que le Code de l'environnement en limitant les panneaux publicitaires à 4 m². C'est ce que devrait imposer le Code de l'environnement dans toutes les communes !</p> <p>Il me semble que ce texte n'a pas beaucoup d'ambition quant à la protection des paysages. Diminuer de 1,5 m² ne modifiera guère l'impact visuel. Idem pour le passage du 4 m à 4m70, directement dicté par les préoccupations des afficheurs...</p> <p>Dire que la surface maximale sera désormais de 4,7 m² pour « éviter aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants » est fallacieux. Il leur suffit d'enlever le cadre comme l'ont déjà fait certains pour être en règle. L'installation de panneaux de 4 m² sans cadre est une pratique qui, désormais, commence à se répandre.</p>

	<p>Je m'oppose à ce projet, malgré le passage à 10,5 m² maximum de la surface des publicités et l'extinction partielle de la publicité sur le mobilier urbain de minuit à 6 heures.</p> <p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité.</p>
<p>Les publicitaires doivent être satisfaits de l'article 6 ! L'art de jouer du pipeau ...</p> <p>15/12/2021 23:48</p>	<p>Que dit ce fameux article 6 ?</p> <p>"Les publicités et enseignes qui ont été mises en place avant l'entrée en vigueur du présent décret et qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 2 peuvent, sous réserve de ne pas contrevenir aux dispositions antérieurement applicables, être maintenues pendant un délai maximal de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur dudit décret."</p> <p>Ce qui veut dire que pendant 4 ans après l'entrée en vigueur du décret, les énormes panneaux qui gâchent la vue et sont même parfois dangereux vont rester tels quels. Il faut que les publicistes s'habituent à diminuer les panneaux de 1,50 m ! mais c'est énorme !!! les pauvres, comment vont-ils faire ? Mais en revanche, les plus petits grandiront jusqu'à 4,7 m</p> <p>C'est ce qu'on peut appeler une loi "pipeau".</p> <p>J'habite Grenoble. Le maire, E. PIOLLE, a fait enlever tous les panneaux publicitaires en ville (à part ceux sur les abri-bus qui dépendent de La Métro). Eh bien, franchement, il est très agréable de se promener en ville sans avoir l'oeil agressé par la pub. Pourquoi ne pas étendre cette expérience partout ? Peur de faire de la peine à JCDécaux et consorts ?</p>
<p>A quoi bon ?</p> <p>15/12/2021 23:51</p>	<p>Mais pourquoi, au nom de quoi vouloir arrêter le rouleau compresseur de la publicité? Il reste encore un trop grand nombre de paysages à défigurer, de cerveaux à lobotomiser, d'entreprises mortifères à engraisser et d'énergies diverses à gaspiller.</p> <p>La crédulité de la population ne connaissant pas de limite, et le but à la fois primaire et ultime de toute société civilisée étant de métamorphoser en richesse la sueur ou les neurones de ses membres et de la détourner vers les tirelires de ceux qui édictent les règles et choisissent à la place des autres les directions fondamentales qu'empruntera le monde, prétendre y mettre un frein reviendrait, ni plus ni moins, à pervertir cet axiome fondamental, il ne saurait donc en être question.</p> <p>La poudre aux yeux a été et restera le moyen le plus efficace pour continuer dans cette direction jusqu'à ce toute beauté ait finalement été éradiquée de la face du monde.</p> <p>N'investissons ni dans le bon sens, ni dans la véritable intelligence, ce sont des valeurs condamnées.</p>
<p>Je m'oppose à ce projet</p> <p>15/12/2021 23:55</p>	<p>Je m'oppose à ce projet, malgré le passage à 10,5 m² maximum de la surface des publicités et l'extinction partielle de la publicité sur le mobilier urbain de minuit à 6 heures.</p> <p>Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul. Il me semble que ce texte n'a pas beaucoup d'ambition quant à la protection des paysages. Diminuer de 1,5 m² ne modifiera guère l'impact visuel. Idem pour le passage du 4 m à 4m70, directement dicté par les préoccupations des afficheurs...</p> <p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>

<p>La pub est une pollution visuelle, matérielle, et pousse à la surconsommation</p> <p>15/12/2021 23:55</p>	<p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²) Ce projet est un recul : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle. Le Code de l'environnement ne doit pas entériner les pratiques des afficheurs, mais fixer des dimensions qu'ils devront respecter.</p> <p>C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire !</p> <p>Passer de 4 à 4,7 m² serait une régression, insupportable aujourd'hui au regard du principe de non-régression.</p> <p>Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul.</p> <p>Des RLP vont plus loin que le Code de l'environnement en limitant les panneaux publicitaires à 4 m². C'est ce que devrait imposer le Code de l'environnement dans toutes les communes !</p> <p>Il me semble que ce texte n'a pas beaucoup d'ambition quant à la protection des paysages. Diminuer de 1,5 m² ne modifiera guère l'impact visuel. Idem pour le passage du 4 m à 4m70, directement dicté par les préoccupations des afficheurs...</p> <p>Dire que la surface maximale sera désormais de 4,7 m² pour « éviter aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants » est fallacieux. Il leur suffit d'enlever le cadre comme l'ont déjà fait certains pour être en règle. L'installation de panneaux de 4 m² sans cadre est une pratique qui, désormais, commence à se répandre.</p> <p>Je m'oppose à ce projet, malgré le passage à 10,5 m² maximum de la surface des publicités et l'extinction partielle de la publicité sur le mobilier urbain de minuit à 6 heures, qui est la seule bonne mesure du texte.</p> <p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens...</p> <p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>
<p>non aux panneaux plus grand</p> <p>16/12/2021 06:50</p>	<p>Bonjour,</p> <p>Non aux panneaux plus grand prévu dans le texte réglementaire en cours d'examen .La taille des panneaux publicitaire doit au contraire être réduite sans dérogations possibles .Dans l'idéal ils devraient être purement et simplement interdit car ils sont épouvantables . ce texte est une imposture intellectuelle qui prétend mieux encadrer le développement des panneaux pub tout en permettant qu'il y en ait des plus grands .On reconnait bien là l'influence des lobby de la pub ...et c'est bien dommage .</p> <p>NON AUX PANNEAUX PLUS GRANDS , OUI A UNE FRANCE ESTHÉTIQUE ET PRESERVE</p>

<p>Besoin d'un projet beaucoup plus ambitieux !</p> <p>16/12/2021 07:52</p>	<p>Le projet paraît très insuffisant, il est temps de vraiment fixer un cadre aux publicitaires qui modifie réellement l'impact de l'affichage, tant sur le climat que sur les paysages.</p>
<p>HALTE AU HARCELLEMENT DES PANNEAUX PUBLICITAIRES (LUMINEUX OU NON)</p> <p>16/12/2021 07:55</p>	<p>Bonjour</p> <p>Je trouve SCANDALEUX dans notre Pays de LIBERTE d'être agressé chaque jour par des PANNEAUX et enseignes PUBLICITAIRES.</p> <p>Il s'agit bien d'un réel HARCELLEMENT VISUEL !!!!! qui doit être dénoncé et encadré par une LOI DE LA REPUBLIQUE mieux adaptée à cette situation (dégradation de l'ENVIRONNEMENT)</p>
<p>pourquoi ce texte si la réglementation actuelle n'est pas respectée à la Réunion</p> <p>16/12/2021 08:31</p>	<p>je ne comprends pas en quoi ce texte répond à La Convention citoyenne pour le climat : elle a mis en avant la nécessité de réguler la publicité pour limiter fortement les incitations quotidiennes et non choisies à la consommation. En quoi permettre d'augmenter la surface de panneaux correspond à un régulation? avant de changer les lois, décrets....il faut les faire respecter !</p>
<p>Mesurettes</p> <p>16/12/2021 08:35</p>	<p>Ce ne sont que des mesurettes qui ne vont pas dans le sens d'une diminution véritable des panneaux publicitaires .</p>
<p>A propos des publicités</p> <p>16/12/2021 08:43</p>	<p>Bonjour, Je me sens très polluée sur le plan visuel par les publicités non lumineuses et lumineuses. Le besoin de voir la nature, les oiseaux, les nuages sans toutes ces choses qui détournent le regard, qui même en se disciplinant à les éviter, viennent vous barbouiller l'esprit par des images et des couleurs vives. Je vous en prie soyez plus fermes dans les restrictions que vous posez à travers la loi. Un grand merci par avance,</p>
<p>Non à la pub qui défigure nos paysages</p> <p>16/12/2021 08:45</p>	<p>Pousser à la consommation est contraire à une sobriété heureuse nécessaire à notre avenir.</p>
<p>Pour un affichage publicitaire respectueux</p> <p>16/12/2021 08:47</p>	<p>Ce projet de décret loi est une hérésie car il ne fait pas progresser la cause environnementale. Dans l'Art II, faire réduire de 12 à 10.5 m² certains types d'affichage quant parallèlement on en fait augmenter d'autres n'a aucun sens.</p> <p>Il serait surtout temps de mettre en place des amendes dissuasives afin de faire enfin respecter le code de l'environnement tel qu'il existe, et d'avoir une politique bien plus volontaire s'agissant de la réduction de l'affichage publicitaire (entre autres) qui est une véritable pollution (matérielle, visuelle) pour nous tous (sauf pour les afficheurs il va de soi).</p>

<p>Ce projet est un net recul pour le Code de l'environnement</p> <p>16/12/2021 08:59</p>	<p>Pourquoi aligner le Code de l'Environnement sur les pires pratiques des afficheurs ? C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire !</p> <p>Ne serait-il pas plus urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales ? De nombreuses études démontrent l'impact négatif de la publicité, surtout dans ses nouvelles variantes lumineuses et numériques, sur chacun d'entre nous et sur nos enfants.</p>
<p>Je m'oppose à ce projet</p> <p>16/12/2021 09:17</p>	<p>Il me semble que ce texte n'a pas beaucoup d'ambition quant à la protection des paysages. Diminuer de 1,5 m² ne modifiera guère l'impact visuel. Idem pour le passage du 4 m à 4m70, directement dicté par les préoccupations des afficheurs...</p>
<p>Décret plus qu'insuffisant</p> <p>16/12/2021 09:18</p>	<p>On diminue.... on augmente.... De qui se moque t-on ?</p> <p>Décret complaisant pour annonceurs.</p> <p>« Cadre » de vie ???</p>
<p>Encore un recul pour le Code de l'environnement</p> <p>16/12/2021 09:29</p>	<p>c'est quand même scandaleux qu'en 2021/22 ce type de projet ne prenne pas en compte les questions environnementales ! au lieu de blabla et de considérer l'urgence avec les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, mais également celles qui fleurissent (dans le mauvais sens) à savoir numérique, sur chacun d'entre nous et nos enfants ?</p>
<p>Pas ambitieux</p> <p>16/12/2021 09:35</p>	<p>Ce projet n'a aucune ambition ! 12m² ou 10.50m² c'est du détail. Certaines communes appliquent des RLP avec un maximum à 4m², c'est largement suffisant et c'est ce que devrait imposer un code de l'environnement digne de ce nom.</p>
<p>Stop à la pollution visuelle</p> <p>16/12/2021 09:51</p>	<p>La publicité qu'elle soit visuelle, audio, ou télévisuelle est inutile et abrutissante. Elle encourage la consommation et de ce fait contribue grandement au dérèglement climatique et va donc à l'encontre de la transition écologique. Pour ma part je suis favorable à sa suppression et donc contre votre projet inutile et mensonger. Les beaux discours ne suffisent pas, il est temps de passer aux actes. Mais pour cela je ne compte absolument sur un gouvernement qui n'est même pas capable d'interdire le glyphosate.</p>
<p>Formats et éclairage</p>	<p>Le format 8 m2 (3.20 x 2.40) devrait pouvoir supporter une moulure de 30 cm maximum, ce qui devrait porter la surface totale admise à 9,45 m². pour le format (2.40 x 1.60) le projet prend bien en compte une moulure de 20 cm qui porte la surface maximum à 4,68 m². Pour l'extinction des publicités, une différence d'horaires serait à appliquer suivant qu'elle soit une métropole ou bien une commune moyenne.</p>

16/12/2021 09:51	
Attendre encore ! 16/12/2021 10:09	Quatre ans de plus pour se mettre en conformité pour les 12m²... et Dire que la surface maximale sera désormais de 4,7 m² pour « éviter aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants » est fallacieux. Il leur suffit d'enlever le cadre comme l'ont déjà fait certains pour être en règle. L'installation de panneaux de 4 m² sans cadre est une pratique qui, désormais, commence à se répandre.
non au décret écrit par les publicitaires 16/12/2021 10:12	... j'ajoute une remarque à mon précédent message : ne craignez-vous pas que la sanction prévue, une contravention de 5e classe, si proportionnée aux bénéfiques tirés d'une infraction (il a fallu 3 ANS à l'association R.A.P. pour faire enlever un panneau illégal apposé sur le mur non aveugle d'une école !), ne fasse mourir de rire un de vos amis ou une de vos amies publicitaires ? Quelle perte !
Opposition à ce projet de décret 16/12/2021 10:29	Il est scandaleux que le Ministère de l'Environnement se fasse le protecteur des annonceurs, souvent délinquants, en ne condamnant pas plus sévèrement leurs abus et même en entérinant leurs délits avec de nouvelles dispositions qui leur sont favorables, alors même qu'il prétend renforcer la réglementation. L'espace public continuera donc à détourner l'attention des passants et automobilistes, incitant à une consommation effrénée. Il est établi que les enfants sont malheureusement des cibles très sensibles à la publicité et en sont les cibles privilégiées.
Sous prétexte de réduire la publicité, ce projet lui ouvre de nouvelles portes. 16/12/2021 10:48	Il est inacceptable : <ul style="list-style-type: none"> • que les surfaces publicitaires soient augmentées sous prétexte de les réduire, • que les écrans publicitaires envahissent les villes et consomment d'énormes quantités d'énergie et de matériaux rares, (au moins cinquante écrans dans les couloirs de la gare de Lyon à Paris avec des intervalles de mois de 5 m !!!) <ul style="list-style-type: none"> • que les lobbies des publicitaires, des afficheurs et des industriels puissent imposer leur vues dans des textes qui touchent à nos vies et devraient refléter la volonté d'une majorité de la population qui en a plus qu'assez de la publicité, partout et sous toutes les formes.
A chacun son rôle. 16/12/2021 11:13	C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire !
Très insuffisant 16/12/2021 11:22	Bonjour, les dispositions rédigées dans ce décret m'apparaissent très insuffisantes. Désolé de le présenter ainsi, mais on dirait un canular : il y a une crise environnementale globale et terrible qui s'annonce et qui a déjà commencé, et quand on se penche sur l'un des facteurs incitatifs de surconsommation, on en arrive à des décrets aussi légers ! Que lit-on ? Passer de 12 m² à 10,5 m² ? Éteindre les lumières uniquement quand on est sûr que plus personne n'est dans la rue ? Augmenter (!!!) les surfaces légales dans les petites villes ? Autant dire : ne rien changer.

	<p>Il faut d'ici deux ans interdire toute publicité lumineuse ou déroulante, interdire les écrans publicitaires, interdire une densité d'affichage supérieure à tant ou tant, interdire une surface qui impose le message au regard, donc au moins deux fois moindre que ce qui est permis actuellement.</p> <p>Si un décret ne va pas au moins en partie dans ce sens, alors il ne vaut absolument rien et le travail de la Convention Climat aura été méprisé. Désolé d'adopter un ton aussi vif, mais il y a un moment où il faut regarder la réalité en face.</p>
<p>Pollution excessive de la publicité</p> <p>16/12/2021 11:40</p>	<p>Encore un décret inutile, trop long pour se mettre en conformité, la publicité en France prend beaucoup trop de place et encore cette fois, on constate un décret sans conviction.</p> <p>Il serait grand temps que nos responsables politiques prennent des vraies décisions qui montreraient qu'ils ont compris que nous sommes au 21^{ème} siècle, et qu'il est très urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>
<p>Projet timide et incohérent</p> <p>16/12/2021 12:04</p>	<p>Euh... Comparons avec l'Allemagne, les Pays Bas, le Royaume-Uni... La France est en Europe, l'un des pays dont le paysage est le plus atteint par les agressions publicitaires alors qu'elles affectent dans notre cadre de vie quotidien mais elles affectent aussi l'image de notre pays auprès des touristes étrangers à qui nous vendons la beauté de nos paysages alors qu'ils découvrent des cités historiques assiégées de panneaux publicitaires. Annoncer qu'on limite l'affichage alors que l'on relève à 4.70 m² la surface des panneaux de 4m² montre bien qui tient réellement la plume dans nos ministères ! C'est juste choquant ! Et le reste est bien trop timide !</p>
<p>Recul pour le Code de l'environnement</p> <p>16/12/2021 12:22</p>	<p>Ce projet est un recul : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle.</p> <p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurées de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens...</p>
<p>Tout ça pour ça ? Le monde d'avant perdure...</p> <p>16/12/2021 12:42</p>	<p>Au vu de l'urgence climatique actuelle et des préconisations de la Convention Citoyenne, ce projet est totalement insatisfaisant.</p> <p>La réforme « vise à protéger le cadre de vie en encadrant la publicité extérieure, tout en garantissant le respect de la liberté d'expression et de la liberté du commerce et de l'industrie ». Cette liberté nous a conduit où nous sommes, c'est à dire proche du mur (ou du gouffre, c'est comme vous préférez) ; il est donc largement temps d'y mettre un frein.</p> <p>Concernant les publicités lumineuses, et en particulier les numériques, est indispensable de limiter leur nombre (aucun frein actuellement), leur surface (la diminution proposée est une farce), leur luminosité (à quand le texte réglementaire pour la limiter ?) et puis au final, de donner les moyens aux agents de l'état et des collectivités pour faire respecter la réglementation existante.</p> <p>Ce projet ne réponds nullement à la nécessité de freiner l'explosion des panneaux numériques qui éblouissent, contribuent à la surenchère d'éclairage artificiel, et qui ont des coûts énergétiques, environnementaux et sociaux externalisés non pris en compte.</p>
<p>Frein à la pollution lumineuse</p> <p>16/12/2021 12:56</p>	<p>D'accord avec XXX : les panneaux lumineux non seulement gaspillent de l'énergie, perturbent la faune et les conducteurs mais aussi sont fabriqués loin, dans des conditions environnementales et sociales contestables (terres et minerais rares, pollutions, exploitation de ressources et</p>

	<p>des travailleurs). Au minimum demander leur extinction entre 23h et 7h, y compris pour l'éclairage des vitrines et enseignes des magasins.</p>
<p>Refus total de toute publicité dans le domaine public.</p> <p>16/12/2021 13:19</p>	<p>Bonjour Je n'ai jamais voté pour qui que ce soit qui propose d'étendre la publicité dans le domaine public et jamais personne n'a proposé aux électeurs de valider la publicité dans le domaine public. La pub dans les journaux, la télé, les cinéma, les stades....ok c'est le choix de chacun de changer de journal, de chaîne de télé...etc ; mais dans le domaine public personne ne doit m'imposer de devoir voir des pub à la place de la nature ou des bâtiments. Cela concerne aussi bien sur les écran vidéo de pub au travers des vitres de devanture des magasins. je m'oppose à ce projet qui pour des mesurées positives va générer encore plus de pub, passer de 4 à 4,7 m² est une régression C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire . Je demande une baisse drastique de la publicité dans le domaine publique, limitation des tous les panneaux à 1m², interdiction de tout éclairage de publicité à toute heure, interdiction de tous les panneaux video/télé.</p>
<p>Projet très insuffisant et décevant !</p> <p>16/12/2021 14:08</p>	<p>Ce projet est un recul : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle et partout, en paysage urbain et rural.</p> <p>De plus si ces publicités ont éclairées par réflexion, transparence ou pire si elles sont sous forme d'écran à LED ; Cela augmentera drastiquement la pollution lumineuse ! A moins de prévoir une luminance maximum de 300 candélas de jour (niveau d'un ciel nuageux) Et bien sûr moins de nuit.</p> <p>Prévoir une extinction entre Minuit/01h et 6 heures du matin, voire 22h et 6h00.</p>
<p>Un décret en faveur des afficheurs</p> <p>16/12/2021 14:18</p>	<p>C'est à croire que c'est les afficheurs qui font la loi. Augmentation de la surface des panneaux muraux dans les petites agglomérations. Non aux panneaux lumineux écrans télé géants qui distraient les automobilistes. Extinction de tout panneau lumineux la nuit de 22 heures à 6 heures. Et même tout le temps serait mieux.</p>
<p>La publicité est un danger pour la sécurité routière</p> <p>16/12/2021 14:37</p>	<p>La publicité installée le long des voies de circulation est un danger pour la sécurité routière. Elle attire l'attention du conducteur d'autant plus qu'elle est lumineuse et animée. La seule réforme acceptable est son interdiction.</p>
<p>soyons honnêtes...</p>	<p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²)</p>

<p>16/12/2021 15:19</p>	<p>Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul.</p> <p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>
<p>Projet peu ambitieux pour l'écologie</p> <p>16/12/2021 15:23</p>	<p>Ce projet manque clairement d'ambition et en même un retour en arrière. En effet, l'augmentation de la surface d'un certain nombre de panneaux va accroître la pollution visuelle et la pollution en générale. Comme beaucoup de concitoyens, je n'aspire qu'à ne voir de moins en moins de publicité.</p>
<p>Comment le gouvernement va-t-il résoudre les problèmes environnementaux difficiles s'il ne résout même pas les problèmes faciles !?</p> <p>16/12/2021 15:24</p>	<p>Ce projet de décret est archaïque et à mille lieues d'adresser réellement la problématique de la prolifération publicitaire, de l'émission de lumière dans l'environnement nocturne et du scandale que représente la mise en place de publicités sur des dispositifs vidéo (c'est sûr que nos enfants ont besoin d'encore un peu plus d'écrans quand ils sortent dans la rue). Il est tout de même formidable que ce texte soit présenté comme un progrès alors qu'il est évident qu'il vise à adapter le code de l'environnement aux souhaits des afficheurs (c'est le contraire qui devrait se produire !). En effet, le passage de 12,5 m² à 10 m² correspond aux pratiques actuelles des afficheurs et le passage de 4 à 4,7 m² leur permet de laisser leurs dispositifs en place sans avoir à en enlever le cadre. Quand on a de la fièvre, c'est simple, il suffit de changer le thermomètre !!</p> <p>On rêvait de voir un décret qui interdise les panneaux publicitaires vidéo (ils sont énergivores, ils polluent l'environnement nocturne et ils accroissent la dépendance des enfants aux écrans), les publicités sur bâche (Paris en est recouvert), l'utilisation du mobilier urbain principalement utilisés pour afficher de la publicité dans le sens de la circulation (en violation flagrante de leur destination), etc. Mais ce n'était qu'un rêve...</p> <p>Quand on imagine l'ampleur de la tâche pour relever les défis environnementaux (changement climatique, pollutions, crise de l'eau, passage des pics de production des ressources, ...), on reste sidéré que nos gouvernants n'arrivent même pas à commencer par les choses faciles comme "la nécessité de réguler la publicité pour limiter fortement les incitations quotidiennes et non choisies à la consommation" selon les termes de la Convention citoyenne sur le climat.</p> <p>Bref, mille fois non à ce projet de décret ! Renforçons réellement le code de l'environnement !!</p>
<p>Quelle valeur souhaitons-nous léguer à nos générations futures ?</p> <p>16/12/2021 16:12</p>	<p>La publicité : Partout ! Toujours plus présente ! Toujours plus grande ! Toujours plus forte ! Toujours plus lumineuse... C'est la valeur que nous souhaitons léguer à nos générations futures ?</p> <p>Du matin au soir, nous sommes harcelés de publicités sur notre téléphone, notre tablette, notre ordinateur familial ou de bureau, par la radio, la télévision, le cinéma, la rue, la route, les supermarchés, notre boîte aux lettres, notre boîte mails... Même jusqu'au bord de mer l'été ! Impossible d'être tranquille...</p> <p>Conséquence : beaucoup de personnes installent des logiciels anti-pub sur leur ordinateur, ou collent des autocollants stop-pub sur leur boîte aux lettres, ou zappent de chaîne TV durant la pause pub. Le message est clair : les gens ne veulent plus être agressés par ces publicités, visuelles ou sonores en dehors des zones commerciales où les entreprises ont besoin de se démarquer de leurs concurrents...</p> <p>Le domaine public doit donc se libérer de cette pression inutile, pour offrir le meilleur : la beauté de nos paysages, la beauté et le génie</p>

	<p>de nos architectes, la beauté de notre patrimoine culturel, la richesse de nos artistes . Et laissons uniquement les zones commerciales s'enrichir de la présence de ces publicités totalement hideuses.</p>
<p>Projet de décret sur la publicité 16/12/2021 16:25</p>	<p>Ce projet de décret est un recul. Il faut réduire la publicité et nous laisser notre liberté.</p>
<p>Luminances et Couleurs 16/12/2021 16:43</p>	<p>Le texte n'aborde pas les notions suivantes qui sont nécessaires à prendre en compte pour les nouveaux panneaux publicitaires ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Luminances - Couleurs - Scintillements - Flux lumineux émis - Proportion de lumière émise vers le ciel
<p>Panneaux publicitaires 16/12/2021 17:11</p>	<p>C'est une régression dans la protection de l'environnement et pérennise la pollution visuelle de notre espace visuel.</p>
<p>Suppression totale 16/12/2021 17:29</p>	<p>Je suggère la suppression totale de la publicité, partout, sous toutes ses formes. Parce que c'est une nuisance, une pollution, une intrusion et que nous n'en avons pas besoin. Par respect de l'espace public, par respect de notre espace mental, l'interdiction de la publicité serait une mesure de salut public.</p>
<p>Protéger les afficheurs plutôt que l'environnement... 16/12/2021 17:34</p>	<p>Oser dire dans ce texte que ce décret "<i> vise à limiter la surface maximale de certaines publicités</i>", puis, quelques lignes plus bas : "<i>Enfin, [le décret] relève à 4,7 m² la surface maximale des publicités murales non lumineuses dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (actuellement limitée à 4m²)</i>" est un véritable scandale !</p> <p>D'un côté, on donne 4 ans aux professionnels pour s'adapter et passer de 12 à 10,5 m² (commune de plus de 10 000 habitants), d'un autre, on passe de 4 à 4,7 m² dans les petites communes pour éviter "<i>aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants.</i>"</p> <p>Une honte. Le Code de l'environnement ne doit pas entériner les pratiques des afficheurs, mais fixer des règles qu'ils devront respecter. C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire ! C'est comme si on disait que, comme beaucoup de gens roulent à 140 sur l'autoroute, c'est cette vitesse qui sera désormais dans le Code de la route !</p> <p>Je m'oppose donc à ce projet de décret qu'il faut totalement réécrire.</p>

<p>Ce projet est un recul</p> <p>16/12/2021 18:16</p>	<p>C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire !</p>
<p>Non aux panneaux plus grands !</p> <p>16/12/2021 18:36</p>	<p>Bonjour</p> <p>Ce projet est un recul : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle.</p> <p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte</p> <ul style="list-style-type: none"> * les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ? *les recommandations de la Convention citoyenne pour le climat qui a « mis en avant la nécessité de réguler la publicité pour limiter fortement les incitations quotidiennes et non choisies à la consommation » <p>Cordialement</p>
<p>UN DÉCRET PSHITT</p> <p>16/12/2021 18:46</p>	<p>Le projet de décret manque totalement d'ambition. Il ne correspond pas à l'esprit de la convention citoyenne et aux aspirations de nos concitoyens lassés de voir l'espace public envahi par la publicité.</p> <p>Il ne fait que modifier à la marge le code de l'environnement existant. Il semble plutôt répondre aux demandes des afficheurs</p>
<p>Quel manque d'ambition :-/</p> <p>16/12/2021 19:21</p>	<p>Voilà un décret qui ne va pas changer grand chose. Quel manque d'ambition !</p> <p>Il faut réduire drastiquement le nombre de supports et leur surface, et pas se contenter d'entériner la situation actuelle.</p> <p>En attendant, quelles actions contre les publicités, et enseignes, numériques ? Attend-on que la France se transforme en Las Vegas ?</p>
<p>Très en dessous des enjeux Environnementaux !!!</p> <p>16/12/2021 19:45</p>	<p>La France s'est doté en 2018 d'un arrêté de relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses ; un texte ambitieux, auquel la filière éclairage a répondu en deux ans... Aujourd'hui tout les acteurs de l'éclairage s'accordent à dire que ce texte en partie contraignante tant pour les pratiques professionnelles que pour les fabricants est un bon texte face aux enjeux de limitation des impacts à la biodiversité (entre autre), et même de nombreux pays nous citent en exemple...</p> <p>Alors pourquoi jouer autant "petit-bras" sur la régulation de la publicité lumineuse ?</p> <p>Quand on sait que la part de l'éclairage publicitaire représente une part importante dans le voilement du ciel nocturne (selon les études compte à elle seule entre 20 à 40%) ainsi que dans les perturbations à la faune et à l'humain.</p> <p>Pourquoi les horaires d'allumages ne sont pas calés sur la réglementation des vitrines ?</p> <p>Pourquoi ne sont proposées que de petites régulation des tailles (si ce n'est pas des marches arrières) mais surtout , pourquoi n'y a t'il aucune régulation sur la luminance de ces dispositifs ? L'éclairage vertical est fortement impliqué dans l'effet de voilement du ciel nocturne. Pourquoi sur ces questions ne pas vous être entouré des mêmes experts que pour l'éclairage public ?</p>

	<p>Pourquoi ce texte n'intègre pas mieux les détournements actuels des dispositifs (exemple la "croix verte" des pharmacies, qui initialement était destinée à indiquer les pharmacies ouvertes et de garde, sont substituées par des animations et fonctionnent en permanence) ; les façades écran qui remplacent peu à peu les vitrines...</p>
<p>Quel monde voulons nous? 16/12/2021 19:49</p>	<p>Cette loi ne nous protège pas des agressions visuelles et lumineuses, de la dépense d'énergie, elle ne va pas dans le sens d'une sobriété dans l'utilisation des ressources de la planète, enlaidit notre environnement et n'apporte rien au bien commun (seulement au bénéfice des afficheurs, qui vont de plus nous "fliquer" dans le métro). Elle ne répond ni dans la lettre ni dans l'esprit à ce qu'a exprimé la convention citoyenne pour le climat</p>
<p>Stop à la privatisation de l'espace public 16/12/2021 20:33</p>	<p>Autoriser l'affichage de publicités dans l'espace public revient à privatiser ce dernier. Il convient d'interdire toute présence publicitaire dans l'espace public. Les citoyens ne doivent pas être dépossédés de leur espace par des entreprises privées y compris (et surtout) sous couvert de recettes financières.</p>
<p>La vérité c'est le mensonge 16/12/2021 21:10</p>	<p>Il faut interdire partout ces publicités nuisibles pour l'environnement et qui incitent à acheter des objets inutiles et polluants. Nous sommes situés dans un PNR où il n'y a aucune publicité et personne ne se plaint de ne pas avoir des panneaux publicitaires. Les habitants sont suffisamment intelligents pour pouvoir décider de leurs achats.</p> <p>Comment peut-on dire qu'on limite la publicité en augmentant la surface de certains panneaux de 4 à 4.7 m² ?</p>
<p>stop aux panneaux 16/12/2021 21:22</p>	<p>Bonsoir,</p> <p>arrêtons d'abîmer notre environnement ! sobriété heureuse stop à la consommation ! arrêtons cette pollution visuelle ! cordialement</p>
<p>panneaux publicitaire= paysages dégradés= France moche 16/12/2021 21:34</p>	<p>Des RLP vont plus loin que le Code de l'environnement en limitant les panneaux publicitaires à 4 m². C'est ce que devrait imposer le Code de l'environnement dans toutes les communes !</p>
<p>projet trop faible 16/12/2021 21:43</p>	<p>je pense qu'il y a urgence à être beaucoup plus contraignant en matière d'affichage publicitaire. je pense que les panneaux lumineux électroniques devraient être interdits. Pour exemple à le Mure en Isère : un grand panneau à défilement rapide surgit à droite un peu avant un carrefour. effet de surprise garanti ! et bien dangereux.</p> <p>partout les panneaux pullulent et ce n'est pas en réduisant leur taille de si peu que le paysage visuel sera meilleur. Je propose de vraiment limiter le nombre de panneaux plutôt que leur taille. Comment entrer en transition, vers un peu de sobriété de consommation en poussant continuellement les citoyens à acheter des produits non essentiels? Comment prétendre être dans une mouvance d'attention à la biodiversité et</p>

	<p>autoriser les panneaux lumineux? un peu de cohérence s'il vous plaît !encore une consultation "bidon" ersatz d'un vrai questionnement et, en plus, au frais du contribuable. J'ai le sentiment qu'on se moque du monde.</p>
<p>un texte sans ambition</p> <p>16/12/2021 21:54</p>	<p>Ce texte n'est qu'une compilation de petites mesures qui ne changent rien au fond : d'un côté, on réduit les affiches de 12 m², mais on augmentent celles de 4 m² ; les publicités lumineuses ne sont pas vraiment limitées, etc...</p> <p>Vous n'avez pas pris la mesure du problème : il faut que la publicité disparaisse totalement de l'espace public parce qu'elle détruit les paysages et nous agresse ; parce qu'elle est une incitation à la surconsommation notamment pour les moins fortunés alors que nous avons tous compris que nous devons sortir d'urgence de ce modèle d'accumulation et de croissance sans limites.</p> <p>Ce n'est plus un code de l'environnement, mais un code de l'affichage publicitaire auquel l'environnement doit se soumettre</p>
<p>Non aux petits pas quand il y a urgence !</p> <p>16/12/2021 23:02</p>	<p>La réglementation publicitaire nationale doit être plus contraignante conformément à l'avis de la convention citoyenne. A l'heure de l'urgence climatique, de la crise énergétique et de l'effondrement de la biodiversité, des solutions drastiques doivent être entreprises et les petits arrangements du type "Ce léger relèvement évite aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants" ne sont plus tolérables. Au contraire, les surfaces publicitaires doivent encore être sensiblement réduites, voir supprimées comme cela est décidé dans certains RLPi (https://paysagesdefrance.org/decouvrir-nos-actions/20/rlp-mesures-minimales/). L'affichage publicitaire représente des nuisances environnementales (gaspillage d'énergie, de papier, d'espace public...) mais surtout, elle incite à une surconsommation dont les conséquences sont catastrophiques et ne peuvent plus être ignorées.</p>
<p>Données enregistrées</p> <p>17/12/2021 07:59</p>	<p>Publicité et défense de l'environnement ne font pas bon ménage car, outre le fait que la publicité n'incite pas les passants à consommer intelligemment, les panneaux déroulants sont énergétivores. Quant aux panneaux numériques, ils enlaidissent beaucoup les paysages urbains.</p>
<p>Projet de décret sur la publicité</p> <p>17/12/2021 08:01</p>	<p>Publicité et défense de l'environnement ne font pas bon ménage car, outre le fait que la publicité n'incite pas les passants à consommer intelligemment, les panneaux déroulants sont énergétivores. Quant aux panneaux numériques, ils enlaidissent beaucoup les paysages urbains.</p>
<p>Limitation des diminutions de l'augmentation de la surface maximale...</p> <p>17/12/2021 08:05</p>	<p>« Enfin, il relève à 4,7 m² la surface maximale des publicités murales non lumineuses dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (actuellement limitée à 4m²). Ce léger relèvement évite aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants. ».</p> <p>Ce texte se préoccupe beaucoup des intérêts des professionnels contre l'intérêt général et en plus ne s'en cache même pas.</p> <p>Un décret qui vise à limiter la surface maximale en l'augmentant de 4m² à 4,7 m² ce n'est plus de la langue de bois c'est de la doublepensée</p>
<p>Respect de notre environnement</p>	<p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurette de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens...</p>

17/12/2021 08:52	
insuffisant et inutilement compliqué 17/12/2021 09:39	Encore une fois, on complexifie encore plus une réglementation illisible. Au delà de ces mesurètes sans effet visible, ce projet manque d'ambition. Il faut tout bonnement limiter les publicités à 2m2 et supprimer toute notion de mobilier urbain source de bien des abus. Mais le plus important : faire droit à une demande expressément formulée par les membres de convention citoyenne pour le climat d'interdire tout simplement toute forme de publicité "énergivores" au premier rang desquelles les publicités numériques qui sont décriées par de nombreux citoyens et par 62 parlementaires qui se sont également exprimé (en vain) pour leur interdiction. Que l'on propose pour une fois un texte simple et audacieux !
Pourquoi augmenter la taille de certains écrans ? 17/12/2021 10:46	Dans un esprit aussi ironique que le projet lui-même, je propose de supprimer la phrase d'intro : "Le décret vise à limiter la surface maximale de certaines publicités." Ça porte à confusion. Ok on diminue la taille des très grands panneaux, mais on augmente de 4m à 4m70 les grands panneaux. On ne se moquerait pas de nous ?
Protection des afficheurs ou de l'environnement ? 17/12/2021 10:51	nous sommes cernés par les publicités sous toutes les formes, elles se glissent partout dans notre vie de manière insidieuse. La convention citoyenne avait relevé ce fait, et en réponse, on donne la responsabilité de l'affichage aux communes ! est-ce vraiment sérieux ? Il est temps de limiter drastiquement l'affichage, sans plier devant les lobbies concernés si nous voulons aller vers une évolution du climat responsable et préserver nos paysages.
projet qui fait fuir les touristes 17/12/2021 10:57	En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens... Le passage de 12 à 10,5 m ² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m ² au lieu de 4 est bien un recul.
Ce projet est trop peu ambitieux, voire régressif. 17/12/2021 11:00	Ce projet est un recul : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle. Par ailleurs, on ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m ²). Le Code de l'environnement ne doit pas entériner les pratiques des afficheurs, mais fixer des dimensions qu'ils devront respecter. C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire ! En fait, ce dont on a besoin, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens... Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?

<p>Projet sans ambition : il faut radicalement faire reculer l'impact de la publicité</p> <p>17/12/2021 11:04</p>	<p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²).</p> <p>Fondamentalement, la publicité doit être radicalement réduite dans l'espace public, en termes de surface comme de consommation d'énergie (pas de publicité lumineuse, ni numérique).</p> <p>Dans un monde qui doit aller vers la sobriété pour réduire notre impact sur l'environnement en général et sur le climat en particulier, la publicité à visée consommatrice a une légitimité très relative...</p>
<p>Limiter la publicité, c'est réduire les pollutions</p> <p>17/12/2021 11:18</p>	<p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>
<p>A la botte des afficheurs</p> <p>17/12/2021 11:30</p>	<p>Augmenter la surface de 4 à 4.7 m² correspond évidemment à une demande des afficheurs. Donner des délais de mise en conformité de 4 à 6 ans est un cadeau pour les afficheurs. Un abri voyageur possède un éclairage propre. S'il comporte une publicité, elle doit suivre les règles d'extinction en vigueur. Celles-ci devraient être de 22h à 7h du matin. A quand un référendum sur la publicité extérieure ? Quel citoyen est demandeur de ces messages agressifs qui violent notre regard ? Comment accepter le gaspillage d'énergie qu'ils induisent ? Sans parler du gaspillage de bien de consommation à l'heure où nous devons apprendre la sobriété.</p>
<p>Ça suffit !</p> <p>17/12/2021 12:08</p>	<p>Manifestement rédigé par le lobby de l'affichage, ce texte fait tout à l'envers. On en a ras le bol de ces affichages qui dénaturent notre milieu de vie.</p>
<p>Ras le bol de la pub !</p> <p>17/12/2021 13:26</p>	<p>Ce projet est un recul : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle. Ras le bol de voir des pubs de parfums du CAC 40, envahir les monuments en ravalement. De qui se moque-t-on. Non à la pub qui pollue nos villes, campagnes et nos cerveaux.</p>
<p>On attendait mieux de notre ministre de l'écologie</p> <p>17/12/2021 13:30</p>	<p>Un peu plus d'ambition quoi ! Et encore une fois, on s'écrase devant la pub. On attendait mieux ; Il me semble que ce texte n'a pas beaucoup d'ambition quant à la protection des paysages. Diminuer de 1,5 m² ne modifiera guère l'impact visuel. Idem pour le passage du 4 m à 4m70, directement dicté par les préoccupations des afficheurs...</p> <p>Un téléphone portable sur 4 M sur les monuments de Paris, c'est tellement beau !!</p>

<p>un projet de décret Quick and Dirty ?</p> <p>17/12/2021 14:36</p>	<p>Le futur décret contenu dans la note du ministère de la transition écologique décrit dans la note NOR : TREL2131630D est insuffisant : il oublie certains supports de grandes tailles et souvent lumineux, il a favorisé certains territoires sans réelles justifications, et sans créer de progrès introduit un risque de prolifération des panneaux.</p> <p>Pour rappel, les affichages publicitaires grand format sont destinés aux mobiliers urbains, gares, trains, métros, bus, tramways, centres commerciaux et halls avec la ponctuation des itinéraires des repères familiers, dans les rues, dans les transports en commun, dans les parkings ainsi que dans les aéroports. Les aéroports n'ont donc pas à être favorisés par une dérogation aux contraintes du décret (Article 3&4). La dénomination du ministère contient le mot « écologique ». Les avions sont pointés par les acteurs politiques sur la carbonisation. Il y a là incohérence du message politique.</p> <p>« porter de 4m² à 4,70m² la surface maximale de la publicité non lumineuse murale dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants » pose question d'interprétation par le choix du vocabulaire.</p> <p>« Agglomération » introduit un flou par rapport à des frontières territoriales légales d'action : communes et communautés de communes. Les unités urbaines sont construites en France métropolitaine et dans les DOM d'après la définition suivante : une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants. La rédaction de ce paragraphe est donc non bordée juridiquement, introduit en l'état actuel des sources de conflits et contient des évolutivités géographiques et urbaines non maîtrisés et non maîtrisables par les élus. L'intention semble être de donner le champ libre aux grands publicitaires au détriment de l'intérêt public. L'impact de cette décision sur le paysage publicitaire est illisible car incompréhensible. La compétence économique est celle des communautés de communes, communautés d'agglomérations et métropoles. Le décret devrait donc se consolider sur de telles références juridiques.</p> <p>Pourquoi passer de 4m à 4,7m la dimension des panneaux ? Sur quelle base de calcul ? Cela est un mystère qui semble issu de lobbyings donc de qui ? On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²) Ce projet est un vrai recul factuel : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle. Le Code de l'environnement écrit par la puissance publique ne doit pas entériner les pratiques des afficheurs, mais fixer des dimensions qu'ils devront respecter. C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire ! Passer de 4 à 4,7 m² serait une régression, insupportable aujourd'hui au regard du principe de non-régression. Tous les échanges avec les ruraux comme les citoyens démontrent une inquiétude sur la gêne des panneaux publicitaires (sauf ceux qui bénéficient de royalties en acceptant un sur son mur ou dans son jardin, un peu comme les panneaux photovoltaïques ou éoliennes chez des paysans). De nombreux règlements locaux de publicité (le ministère a sûrement fait la liste) limitent les panneaux publicitaires à 4 m². Dire que la surface maximale sera désormais de 4,7 m² pour « éviter aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants » est fallacieux. Il leur suffit d'enlever le cadre comme l'ont déjà fait certains pour être en règle. L'installation de panneaux de 4 m² sans cadre est une pratique qui, désormais, commence à se répandre. Pourquoi le Code de l'environnement n'impose-t-il pas les 4m dans toutes les communes ?</p> <p>En analysant la pollution visuelle qui intègre aussi la sécurité routière devenue fragile avec le mélange voiture, bus, camions, trottinettes, vélos, scooters, motos... donc demandant une totale concentration spirituelle, la seconde vraie question serait plutôt de diminuer la densité des panneaux, En effet, la consommation au « clic » pourrait bouleverser la localisation des panneaux.</p> <p>Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. On peut encore s'interroger sur la source de 10,5 en matière de calcul. Pourquoi pas 10 ?</p>
---	--

	<p>Ce décret oublie de grands supports publicitaires comme les totems. Pourquoi ?</p> <p>Ce décret oublie que le paysage n'est pas que géométrique mais qu'il doit être aussi poétique pour que les habitants y soient heureux.</p> <p>« tout en garantissant le respect de la liberté d'expression et de la liberté du commerce et de l'industrie » La référence à la garantie d'expression est inutile voire maladroite. Elle est déjà dans des lois existantes et donc implicite. Si cette référence « publicité » visent les panneaux d'affichages pour les élections, alors elle superfétatoire. La publicité cible de ce décret est une part du marketing économique sinon il faut alors clarifier par de nouveaux articles. Le décret donne le sentiment d'une protection accordée aux industriels sur le contenu du message ce qui est dangereux. La référence au respect de la liberté d'expression est à enlever.</p> <p>Pour les raisons ci-dessus, je m'oppose à ce projet en son état insuffisant et non équilibré car trop favorable à l'industrie publicitaire.</p>
<p>Un décret pour éviter les vraies mesures d'urgence en matière publicitaire...</p> <p>17/12/2021 14:46</p>	<p>Le présent décret proposé à la consultation se réclame des ambitions portées par la consultation citoyenne pour le climat. Cela en prétendant "limiter la surface maximale de certaines publicités et enseignes" tout en fixant à la hausse ladite surface maximale pour les panneaux situés en agglomération de moins de 10 000 habitants, au motif (très environnemental et d'urgence climatique assurément) d'éviter aux "professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants". Sur quel principe constitutionnel la loi républicaine se doit-elle de placer l'intérêt privé avant l'intérêt public? Et de surcroît, en allant à l'encontre de l'exposé même des motifs qui est établi par ce décret?</p> <p>Le reste du décret ne vient apporter qu'une goutte d'eau dans l'océan (vide) des mesures nécessaires à prendre, dès maintenant, pour soustraire de manière radicale la société et l'espace public à cette pollution publicitaire et lumineuse. Il est, en tant que citoyen, parfaitement outrageant de voir le circuit législatif utilisé à des fins aussi éloignées de ce qu'a pu réclamer, au demeurant au même titre que de nombreux militants associatifs depuis des années, la convention citoyenne pour le climat.</p>
<p>Panneau lumineux = respect de la réglementation existante sur la pollution lumineuse</p> <p>17/12/2021 14:57</p>	<p>A l'heure de la 6ième extinction de masse, la pollution lumineuse est un sujet trop sensible pour laisser faire des pratiques d'un autre âge.</p> <p>Les panneaux lumineux publicitaires doivent se conformer STRICTEMENT à l'arrêté ministériel du 27/12/2028 sur les nuisances lumineuses. => nous avons une réglementation exemplaire en la matière appliquons la sans passe droits</p>
<p>Lo projet ne va pas assz loin</p> <p>17/12/2021 14:58</p>	<p>Il est urgent de prendre vraiment en compte les préoccupations environnementales. Des études nombreuses dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique.</p> <p>C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire !</p>

<p>Une aberration...</p> <p>17/12/2021 15:10</p>	<p>Une aberration de plus dans le monde de nos chers dirigeants trop influencé par leurs copains de la finance et les bénéficiaires des gros dirigeants de tous ces magasins.</p> <p>une publicité de nuit, pourquoi pas, avec une extinction à 22h allumage à 6h ou de l'ouverture à la fermeture du commerce...</p> <p>Rien de plus à dire.</p>
<p>Publicité : double gaspillage !</p> <p>17/12/2021 15:12</p>	<p>La publicité gaspille l'énergie et les ressources naturelles de deux manières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par leur consommation directe en plaçant sur l'espace public des panneaux, des affiches et des écrans lumineux, qui nécessitent des matériaux, de l'énergie et du travail. - par l'incitation à consommer des objets ou des services dont on n'a pas vraiment besoin. <p>Il y a déjà suffisamment de publicité à la télé, à la radio, dans les journaux et sur Internet. C'est donc inutile d'en mettre aussi sur l'espace public. Et notre environnement visuel deviendra plus agréable.</p> <p>Ce décret n'a donc aucun intérêt et je m'y oppose.</p> <p>Il faut encourager la sobriété et l'économie de l'énergie et des ressources et ainsi répondre à la demande de la Convention Citoyenne pour le climat.</p>
<p>Ce projet est un recul !</p> <p>17/12/2021 15:39</p>	<p>Ce projet est un recul : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle</p>
<p>Il faut aller plus loin</p> <p>17/12/2021 17:11</p>	<p>Il me semble que ce texte n'a pas beaucoup d'ambition quant à la protection des paysages. Diminuer de 1,5 m² ne modifiera guère l'impact visuel. Idem pour le passage de 4 m à 4m70, directement dicté par les préoccupations des afficheurs...</p> <p>Et c'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire !</p>
<p>La publicité n'a que des effets négatifs sur l'environnement</p> <p>17/12/2021 18:30</p>	<p>La publicité incite à consommer des choses non nécessaires puisque justement on a besoin d'incitation pour les acheter ; d'autre part la publicité dans l'espace public défigure le paysage et est dangereuse pour la circulation en détournant l'attention des conducteurs.</p> <p>Je ne comprends pas que vous annonciez que l'objectif est de limiter la publicité alors que vous proposez d'autoriser l'augmentation de certaines affiches, vos propositions ne sont pas en accord avec le but proposé.</p> <p>Les commerçants ont aujourd'hui d'autres moyens de faire connaître leurs produits par internet ou par la presse et chacun est libre de les consulter ou pas alors que l'affichage dans l'espace public est une atteinte à la liberté des citoyens qui souhaitent rester libres de leurs pensées.</p> <p>Salutations</p>
<p>Protection des publicitaires et non de l'environnement</p> <p>17/12/2021 19:29</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1 - le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas une avancée, car il correspond aux pratiques des grands afficheurs. 2 - le passage de 4 m² à 4,7 m² est une véritable régression. Au prétexte : "Ce léger relèvement évite aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants", on autorise la création de panneaux plus grands, alors que les panneaux non conformes de 4,7 m² existants restent autorisés pendant 4 ans au titre de l'article 6. Maintenir la limite de 4 m² est donc cohérente et indispensable. 3 - En ce qui concerne les publicités lumineuses, l'avancée est ridicule par rapport au texte déjà existant : je n'y vois aucune prise en compte des

	<p>préoccupations environnementales alors que des études nombreuses dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants.</p>
<p>Recul pour le code de l'environnement et pour l'accès aux paysages</p> <p>17/12/2021 19:48</p>	<p>Il n'a jamais été demandé à la population si elle devait obligatoirement subir la publicité extérieure. Toute mesure visant à dénaturer le code de l'environnement est donc à proscrire. Il devrait plutôt être envisagé de rendre l'accès aux paysages urbains et non urbains libres de tout message publicitaire, surtout quand est dénoncée l'hyper-consommation et ses retombées environnementales délétères.</p>
<p>La consultation citoyenne a bon dos</p> <p>17/12/2021 20:05</p>	<p>C'est la mode : on parle d'environnement, de citoyenneté, d'humanité, etc., pour faire exactement le contraire. Je croyais que le gouvernement d'E. Macron serait moins politique, plus proche des gens, plus préoccupé des thèmes chers à sa génération, comme l'écologie, le retour à la nature, le féminisme, le droit à la différence. J'espérais le dialogue vrai avec les citoyens... Au lieu de cela, le gouvernement entend non pas les citoyens mais les pollueurs, les lobbys, les publicitaires qui prônent les grosses voitures polluantes, la sur-consommation et transforment les femmes en esclaves de la beauté. Même ma commune est plus à l'écoute des citoyens ; elle a diminué la superficie des panneaux publicitaires à 4m2, contrairement à ce projet qui veut l'augmenter à 4,7m2, et en autorisant les publicités lumineuses uniquement pendant l'ouverture des commerces. Comment prétendre parler de "Convention citoyenne" et piétiner les aspirations des citoyens?</p>
<p>Non, il faut imposer une taille maxi des panneaux à 4m2 ou moins, et pas l'augmenter à 4.7m2</p> <p>17/12/2021 21:05</p>	<p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²)</p> <p>Il faut donc revenir à une surface maximale de 4m2, voire moins.</p> <p>Ce projet est un recul : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle. Le Code de l'environnement ne doit pas entériner les pratiques des afficheurs, mais fixer des dimensions qu'ils devront respecter.</p>
<p>Un texte sans ambition, au point d'être inutile ?</p> <p>18/12/2021 08:36</p>	<p>Voilà un texte fort peu ambitieux, au point d'être assez inutile, qui désavoue les motivations initiales de la convention citoyenne. Ceci étant, il serait souhaitable de le compléter ainsi :</p> <p>1 – Après 22h, jusqu'à 1h, les affichages mobiles ou animés (affiche papier déroulante), sont interdits et ne peuvent afficher qu'une seule image entre 22h et 1h. Sauf dérogation par installation individuelle. Motif : suppression du bruit de la motorisation et de la variation de luminance selon les images affichées, constituant des nuisances sonores et visuelles pour les riverains.</p> <p>2 – Après 22h, jusqu'à 1h, les écrans numériques ne peuvent afficher qu'une seule image fixe entre 22h et 1h. Sauf dérogation par installation individuelle. Motif : suppression de la variation de luminance des affichages numériques dynamiques, constituant des nuisances visuelles pour les riverains par intrusion de lumière « clignotante » dans les habitations.</p> <p>3 – Concernant les dispositifs numériques, accès public aux caractéristiques techniques de l'écran : particulièrement la luminance maximale (candéla/m²) avant et après coucher du soleil. Motif : responsabiliser les installateurs qui devront informer de la luminance maximale de leur dispositif, et garantir au public un accès à cette information (sticker, QR code, open data...).</p> <p>4 – Considérer ces dispositifs comme en infraction dès lors qu'ils émettent une lumière intrusive excessive dans les logements. L'intrusion</p>

	<p>excessive sera considérée comme telle dès lors qu'un riverain s'en plaint, au-delà d'un éclairage de 1 lux dans l'habitation. Motif : 1 lux correspond à l'éclairage de la pleine lune. Le caractère intrusif est inspiré de l'article 3-II-5°/ de l'arrêté du 27 décembre 2018 sur la réduction des nuisances lumineuses</p>
<p>Non aux panneaux plus grands ! 18/12/2021 09:40</p>	<p>C'est aux afficheurs professionnelles de se conformer aux réglementations du code de l'environnement et pas le contraire. Un nouveau panneau hier éblouissant par son affichage a été décelé à l'entrée de Saint-Georges-de-Commmiers (D 63A) en venant de Vizille. Ce panneau n'existait pas avant</p>
<p>Ce projet est un recul pour l'environnement et les citoyens 18/12/2021 10:50</p>	<p>Ce projet est un recul : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle.</p>
<p>régression 18/12/2021 13:18</p>	<p>Ce projet me paraît être un net recul pour le Code de l'environnement : en effet, il s'agit plus de défendre les intérêts des publicitaires (par exemple en leur offrant la possibilité de panneaux plus grands) et non une réelle défense de l'environnement. A l'heure où on légifère tes terrasses chauffées (heureusement, c'est une vraie ineptie) on autorise toujours autant, voir plus, les panneaux lumineux. L'environnement - Notre environnement - nécessite une projet plus audacieux, qui permette réellement sa protection, et un bon cadre de vie pour les citoyens Je m'oppose donc à ce projet, tel qu'il est actuellement</p>
<p>Marre de la publicité dans l'espace public 18/12/2021 14:39</p>	<p>Je considère que ce texte est une contrevérité, plein de contradictions et que c'est aux publicitaires à se conformer aux exigences détaillées dans les recommandations de l'association PAYSAGES de FRANCE.</p>
<p>Un projet qui marche sur la tête 18/12/2021 15:59</p>	<p>Je m'oppose à ce projet car : - Passer de 12 à 10,5 m² ne va pas changer grand chose c'est déjà ce que font la plupart des grands afficheurs. Et diminuer ainsi la surface de 1,5 m² ne modifie en rien l'impact visuel sur les paysages. C'est la limitation drastique du nombre de panneau sur une surface au sol donnée, ainsi que la diminution DRASTIQUE (de moitié, voire plus) de leur superficie qui devait s'imposer - et alors qu'il se targue de "répondre à la nécessité mise en avant par La Convention citoyenne pour le climat de réguler la publicité pour limiter fortement les incitations quotidiennes et non choisies à la consommation", ce décret ne propose rien de moins que d'augmenter la surface des panneaux situés en agglomération de moins de 10 000 habitants à 4,7 m²...! Du greenwashing s'il en est !! De qui se moque-t-on ? Et tout ça</p>

	<p>dans le but "d'éviter aux "professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants" ? Non seulement le motif est incompréhensible, mais il ne tient pas : en interdisant dorénavant ce type de panneau, on n'avait pas à les remplacer, et le tour était joué ! Et l'impact visuel devenait nul !</p> <p>Quand les pouvoirs publics seront-ils assez honnêtes et courageux pour reconnaître leurs erreurs et ne pas céder aux pressions des lobbies, qui par leur désir de profits toujours plus grands, ravagent et pillent notre habitat, la terre ?? Il est impératif, dès aujourd'hui, de prendre en compte les urgences environnementales et d'écouter les scientifiques qui dénoncent l'empreinte négative de la publicité de façon générale, et d'autant plus si elle est lumineuse,et/ou numérique.</p>
<p>Publicités lumineuses</p> <p>18/12/2021 16:20</p>	<p>A l'heure où la sobriété énergétique est une obligation vitale pour la survie de l'humanité, maintenir des publicités lumineuses est une aberration. Il faut purement et simplement interdire toutes les publicités lumineuses.</p>
<p>Un recul environnemental et visuel</p> <p>18/12/2021 16:27</p>	<p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²). Ce projet est un recul environnemental (gaspillage de ressources, pousser à la consommation) et va amplifier la pollution visuelle, déjà catastrophique aux abords de nos villes et villages.</p>
<p>Toujours plus pour les afficheurs et toujours moins pour l'environnement</p> <p>18/12/2021 17:21</p>	<p>Comment croire le ministère de l'environnement qui fait appel systématiquement des condamnations suite aux infractions au code de l'environnement? il n'est même pas capable de soutenir et faire respecter les réglementations qu'il soutient.Ce qui est nécessaire c'est une baisse drastique de la pression publicitaire dans l'espace public.</p>
<p>un projet nettement insuffisant, voire contradictoire</p> <p>18/12/2021 17:44</p>	<p>Je relève en 1e ligne de la présentation du projet cette phrase : "Le décret vise à limiter la surface maximale de certaines publicités et enseignes" mais découvre en lisant le texte lui-même qu'il est question d'autoriser l'augmentation de la surface de certaine senseignes de 4 m2 à 4,70 m2. les mots ont-ils encore un sens?</p> <p>D'une manière générale, ce projet vise clairement à protéger une industrie qui manie de grosses sommes d'argent, et pas vraiment à protéger ni les paysages, ni la population de la pollution visuelle et lumineuse.</p>
<p>stop à l'affichage sur l'affichage !!</p> <p>18/12/2021 18:44</p>	<p>Ce projet de décret prétend s'inscrire dans les décisions de la convention citoyenne alors que celle ci a été totalement vidée de sa substance par E Macron.</p> <p>Bien sur l'affichage doit être limité en taille mais aussi en quantité. La réduction de 12 à 10.5 m² ne changera rien à la pollution visuelle que génère ces panneaux.</p>

	<p>On ne comprend pas la raison du relèvement du seuil de 4 à 4.7m². L'argument ne tient pas. Ceux en place sont censés déjà respecter les 4m² donc en aucun cas ils ne sont à remplacer ? !</p> <p>il serait plus facile à contrôler et à comprendre par tous que la période d'éclairage des panneaux corresponde aux horaires d'ouverture des magasins. Eclairage qui devrait de plus être systématiquement éteint en période diurne.</p> <p>En l'état, ce projet ne permettra pas d'avoir un réel impact sur la qualité du cadre de vie vu le peu d'ambition affichée (celle là) pour permettre une vraie réduction des panneaux publicitaires.</p>
<p>Pour une vraie réduction de la publicité extérieure</p> <p>18/12/2021 18:46</p>	<p>L'exposé du "contexte" de ce projet fait sourire (tristement) : quelle disproportion entre l'ambition de la Convention (" la nécessité de réguler la publicité pour limiter fortement les incitations quotidiennes et non choisies à la consommation") et la réponse qui y est apportée !</p> <p>L'extinction nocturne des publicités lumineuses est intéressante mais le maintien des grands panneaux (même avec une surface abaissée de 12 à 10,5 m²) est consternant, l'augmentation de 0,7 m² des panneaux de 4 m² est également très regrettable, il vaudrait mieux un abaissement à 2m². Je regrette aussi qu'il n'y ait pas d'interdiction de la publicité numérique ni de limitation drastique de la densité des panneaux.</p>
<p>Aberration !</p> <p>18/12/2021 19:25</p>	<p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens...</p>
<p>Non aux panneaux plus grands !</p> <p>18/12/2021 19:43</p>	<p>Il me semble que ce texte n'a pas beaucoup d'ambition quant à la protection des paysages. Diminuer de 1,5 m² ne modifiera guère l'impact visuel. Idem pour le passage du 4 m à 4m70, directement dicté par les préoccupations des afficheurs...</p>
<p>Cherchez l'erreur</p> <p>18/12/2021 21:50</p>	<p>Les afficheurs doivent se conformer au Code de l'Environnement. Et non l'inverse !</p>
<p>Ce projet ne répond pas à la volonté de la Convention citoyenne pour le climat</p> <p>18/12/2021 22:32</p>	<p>La demande de la Convention citoyenne pour le climat était pourtant claire : "réguler la publicité pour limiter fortement les incitations quotidiennes et non choisies à la consommation".</p> <p>Le projet proposé ne changera absolument rien à la pression exercée par les publicitaires sur les citoyens. Je m'y oppose absolument.</p>

<p>LIMITER LA PUBLICITE ET NON LA CAUTIONNER</p> <p>19/12/2021 08:56</p>	<p>Le Code de l'environnement ne doit pas entériner les pratiques des afficheurs, mais fixer des dimensions qu'ils devront respecter. Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul.</p>
<p>Pas sérieux</p> <p>19/12/2021 09:18</p>	<p>Un pas en avant, un pas en arrière, quand est-ce qu'on avance vraiment ! L'Etat par ailleurs promeut les "plans paysages" que certaines collectivités sont en train de bâtir, et à côté prévoit des textes sans queue ni tête qui vont continuer à salir les entrées de villes avec des panneaux qui, le plus souvent ne servent à rien, qu'à lever des loyers fonciers</p>
<p>CONTRE le Projet de décret portant modification de certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la surface des publicités e</p> <p>19/12/2021 10:02</p>	<p>Bonjour</p> <p>On ne peut pas à la fois parler de "dérangement climatique" et continuer à encourager les panneaux publicitaires et les publicités électroniques (consommatrices d'énergie)</p> <p>Il faut une politique courageuse pour changer les modes de consommation et de vie si on veut que les choses changent réellement et donc ne pas favoriser encore l'extension des panneaux publicitaires qui s'ajoutent à toutes les formes nouvelles de publicité cordialement</p>
<p>Projet hypocrite et très insuffisant</p> <p>19/12/2021 10:49</p>	<p>Ce projet de décret qui veut faire du "en même temps" est hypocrite et insuffisant.</p> <p>Alors qu'il affiche comme objectif principal de "limiter la surface maximale des publicités », il prévoit d'augmenter la surface maximale des panneaux de 4m à 4,7 m². C'est une régression inacceptable : soit on maintient la limite existante de 4m , soit on la baisse sous les 4m.</p> <p>Le passage de 12 à 10,5 m² paraît une avancée mais semble en réalité correspondre aux pratiques des grands afficheurs.</p> <p>Compte tenu de la multiplication constante des panneaux publicitaires qui, depuis des années, enlaidit nos villes, nos paysages et nous agresse, on attend du législateur qu'il régule et limite les pratiques inutilement agressives des afficheurs, pas qu'il les entérine pour leur éviter des poursuites.</p> <p>En matière de publicité, on voit bien qu'il n'est pas indispensable de faire toujours plus grand, plus criard et plus moche pour bien communiquer et le code de l'environnement pourrait s'inspirer des communes plus avancées et limiter tous les panneaux publicitaires à 4 m².</p>
<p>Protection des afficheurs et pas de l'environnement</p>	<p>Manifestement rédigé par le lobby de l'affichage, ce décret revient à redonner aux afficheurs le droit de poursuivre en l'aggravant la pollution visuelle et paysagère tout en imposant des messages publicitaires qui nous agressent perpétuellement. Ce texte fait tout à l'envers. On en a ras le bol de ces affichages qui dénaturent notre milieu de vie.</p>

19/12/2021 10:54	
Allez plus loin SVP 19/12/2021 15:53	<p>Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul.</p> <p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens...</p>
L'évaluation de la luminance : la clef de la qualité visuelle nocturne 19/12/2021 16:38	<p>Les enseignes et panneaux lumineux publicitaires qui apparaissent depuis quelques années dans nos villes et dans nos banlieues peuvent atteindre des niveaux de luminance très élevés générant des contrastes visuels dangereux pour la circulation automobile mais aussi extrêmement dommageable pour la vision nocturne de tout un chacun. Le seul fait de cheminer dans une simple rue commerçante nous expose chaque jour un peu plus à d'authentiques agressions visuelles qui n'existaient pas il y a 4 à 7 ans de cela.</p> <p>Il est indispensable de construire une réflexion systématique très rigoureuse sur l'appréciation de la luminance de toute source d'éclairage en extérieur la nuit.</p> <p>Le mot luminance est, au bout du compte, le mot clef du respect de notre panorama visuel, celui dans lequel nous nous déplaçons, nous travaillons quotidiennement.</p> <p>La situation que nous vivons actuellement nous propose sans vergogne des sources offrant, dans les zones commerçantes une profusion de niveaux de luminances pouvant atteindre les 7000 cd/m² lesquelles perturbent considérablement notre perception des espaces qui nous entourent. Ces niveaux ont succédé aux 700/1000 cd/m² max des caissons lumineux éclairés en fluorescence lesquels donnaient alors toute satisfaction à leur commettants. Il faut maintenant commencer finalement de s'intéresser sérieusement à notre paysage et à la qualité de notre vision nocturne. Le respect de notre vision nocturne nécessite en effet de n'affronter que des variations de luminance dans des valeurs beaucoup plus faible (une façade éclairée sous un lampadaire urbain en applique atteint les 10-20 cd/m² max), lesquelles nous permettent de vivre, de nous déplacer, de nous informer ou de contempler avec des niveaux d'éclairage finalement très modérés et des niveaux de consommation d'énergie mieux maîtrisés.</p>
Encore le "Moi d'abord" envers et contre tout des afficheurs 19/12/2021 18:55	<p>D'un côté ce projet veut "limiter la surface maximale de certaines publicités" et de l'autre augmenter la surface des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²), complètement aberrant !. De plus le passage de 12 à 10,5 m² se contente d'entériner les pratiques des grands afficheurs. Un grand nombre de RLP limitent déjà les surfaces de publicités à 4 m² et il suffit bien souvent d'enlever le cadre autour comme déjà fait pour respecter cette surface. Je m'oppose à ce texte qui constitue un recul. Mais c'est une habitude de nos législateurs face au lobby publicitaire.</p> <p>La protection de l'environnement est secondaire.</p>
texte beaucoup timide et partiellement en recul	<p>Bonjour,</p> <p>J'attendais beaucoup plus de ce texte. La publicité suscite trop de frustrations et de tentations d'acheter compulsivement. Ce n'est pas parce que nous avons du pouvoir d'achat qu'il faut nous bassiner avec des tentations inutiles.</p>

19/12/2021 19:11	Par ailleurs, nos paysages sont défigurés et les collectivités locales sont démunies pour les débarrasser de ces horreurs qui jalonnent nos routes et nos rues. Ce devrait être interdit et l'interdiction respectée, y compris dans les propriétés privées.
Comment la publicité trouble de développement durable 19/12/2021 20:11	Ce projet ne me semble pas du tout à la hauteur des enjeux du développement durable. Il faut nous inciter à moins consommer, pas plus consommer ! Mais surtout, nos villes et paysages sont défigurés par les panneaux publicitaires qui nous envahissent dans chaque recoin de la France. La loi doit être beaucoup plus restrictive sur la taille des panneaux, sur leur consommation électrique, on ne peut pas faire confiance aux maires avec leur RLP pour maintenir une France jolie. L'envie de gagner quelques sous et les lobbys commerciaux sont trop forts. Alors merci au législateur de nous protéger !!!
Décret trop peu ambitieux 19/12/2021 21:41	Comment imaginer que tout les débats et le travail accomplis en amont de ce décret débouchent sur un résultat si peu ambitieux? Tout le monde sait que nous n'avons que très peu de temps pour inverser les mauvaises pratiques qui conduisent la planète à son asphyxie (l'invasion de la publicité fait partie des facteurs contraires au développement durable) et l'on constate que ce projet de texte est réduit à des avancées minimes qui se mesurent en demi-mètres carrés de réduction de panneaux, voir en augmentation de certains (!) Il faudra encore 10 décrets comme celui-ci pour diviser l'impact publicitaire par deux dans notre environnement. Quel gâchis , quel immobilisme à l'heure où il nous faut un électro-choque pour regarder en face nos générations futures
A éliminer totalement 20/12/2021 08:33	Ces grandes surfaces de publications commerciales sont très vilaines. Il y a beaucoup de médias pour publier ses produits sans enlaidir maison et environnement. Il faut les défendre complètement.
panneaux publicitaires 20/12/2021 10:17	Halte à la pollution lumineuse et commençons par faire des économies d'énergie en diminuant l'impact des enseignes lumineuses . Halte à cette course à la consommation qui ne produit que des frustrations . Halte à ces panneaux publicitaires qui envahissent nos trottoirs et gêne la circulation piétonne . Diminution importante de ces panneaux ,voir suppression ,et remplaçons les par des arbustes ou des arbres Et puis ,s'il faut en passer par là, que les contrôles soient efficaces et les amendes dissuasives .
Aidons les commerçants 20/12/2021 10:28	Bonjour, Il ne faut pas oublier les commerçants qui ont besoins de faire de l'affichage afin de communiquer avec leurs clients. ne bloquons pas l'affichage pour les commerçants qui ont déjà bien souffert du manque de passage dans leurs magasins suite au COVID
Non non non et non !	Non à ce projet de décret qui ne va pas dans le sens du respect de notre cadre de vie, ni celui de l'environnement. Augmenter les surfaces de publicité est une hérésie. Abaisser les 12m² de seulement 1.50m² n'est pas suffisant. Quant à la publicité numérique ou lumineuse il eut été plus sensé de prévoir des horaires d'extinction en accord avec le cycle naturel : les

<p>par : pas d'accord</p> <p>20/12/2021 11:09</p>	<p>horaires de levé et couché du soleil sont connus et figurent dans tous les calendriers : ce n'est pas difficile de borner l'extinction à ces horaires officiels.</p> <p>Et y'en a marre de constater que le ministère de la transition écologique aille juste dans le sens des publicitaires et de l'économie, au détriment de l'environnement et de notre cadre de vie.</p> <p>Un peu de congruence que diable !</p>
<p>Peu d'ambition et peu de respect</p> <p>20/12/2021 11:10</p>	<p>Ce texte n'a pas beaucoup d'ambition quant à la protection des paysages : diminuer de 1,5 m² ne modifiera guère l'impact visuel. Idem pour le passage du 4 m à 4m70, directement dicté par les préoccupations des afficheurs.</p> <p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales et les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, particulièrement lumineuse et numérique, sur chacun d'entre nous ?</p>
<p>reformette</p> <p>20/12/2021 12:07</p>	<p>bonjour</p> <p>cette réforme ne reprend pas du tout l'esprit des avancées notables demandées par la convention citoyenne. réduire les surfaces des enseignes de cette manière c'est faire une réformette pour se mettre dans les clous de ce qu'a relevé le conseil d'état. ce n'est pas une réforme. pour faire une réforme il faut supprimer purement et simplement les enseignes lumineuses. j'habite à 50 m d'un écran lumineux, sur un rond point qui diffuse de la pub pour des produits de consommation. le maire a voulu s'opposer à ce panneau accepté par la prefecture car il n'a pas de RLP. rien n'a pu être fait contre. ce texte ne sert à rien. ces panneaux ne servent à rien, pas à vendre et faire de la promo, qu'on voit par ailleurs toute la journée sur d'autres canaux. cela sert juste à polluer, dépenser de l'électricité et enlaidir l'environnement, gêner les oiseaux mais aussi les automobilistes. en outre, la 1/2 du temps cet écran n'accueille pas de pub, faute d'annonceur, mais des images de poissons qui nagent dans un aquarium. donc je dis non à cette réforme poudre aux yeux. renoncez et faites qq chose de valable pour l'environnement à la place. merci</p>
<p>UN PROJET DU MONDE D HIER</p> <p>20/12/2021 12:32</p>	<p>Je ne suis pas d'accord avec projet. Relever la surface des publicités pour nous inciter à consommer toujours davantage ne correspond pas aux urgences climatiques. Pourquoi 1 h du matin ?</p> <p>Pourquoi donc sur l'emprise des aéroports en pleine nuit ? Ce projet est il un "copier coller " de la proposition des lobbies ? Un exemple : sur une même ligne de tramway j'ai compté 20 fois la même publicité, à chaque station, pour un parfum ? N'est-ce pas du bourrage de crâne ?</p> <p>Qu'importe le niveau des sanctions vu que les contrôles sont la plupart du temps inexistantes ?</p>
<p>Recul pour le Code de l'environnement</p> <p>20/12/2021 13:12</p>	<p>Il me semble que ce texte n'a pas beaucoup d'ambition quant à la protection des paysages. Diminuer de 1,5 m² ne modifiera guère l'impact visuel. Idem pour le passage du 4 m à 4m70, directement dicté par les préoccupations des afficheurs...</p>
<p>Je n'ai pas compris</p> <p>20/12/2021 14:16</p>	<p>Le décret vise à limiter la surface maximale de certaines publicités et enseignes.....</p> <p>Passer de 4m à 4.70m ce n'est pas limiter !!!!</p> <p>Vu que vous vous foutez royalement de l'avis des gens, j'arrête de perdre mon temps ici.</p> <p>J'aurai l'occasion de donner plus de détails au printemps....</p>

<p>Arrêtez de nous polluer la vie avec la PUB</p> <p>20/12/2021 15:10</p>	<p>Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond déjà aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul... Je m'oppose à ce décret ignoble indigne de l'urgence climatique</p>
<p>Projet de décret pas assez ambitieux</p> <p>20/12/2021 15:30</p>	<p>Abaisser d'1,5m² la surface maximale des publicités, n'est pas suffisant. Il convient de sérieusement songer à restreindre efficacement l'emprise de la publicité. Les petits pas n'y suffiront pas, il faut une politique qui fasse la promotion de la sobriété, pas de la consommation. Les encarts publicitaires public se devrait d'afficher uniquement des informations issues des collectivités publiques Quant aux enseignes lumineuses, c'est une aberration environnementale et un danger du fait du pouvoir attractif et addictif en plus des effets sur la perte de biodiversité. Un peu de courage politique devrait les interdire.</p>
<p>Un texte est un recul</p> <p>20/12/2021 15:49</p>	<p>Bonjour Encore une mesure faible qui arrange les afficheurs (4,7m, 4 ans de mise en conformité...) alors qu'il est avéré que la publicité est un vecteur de surconsommation directe (énergie, papier, panneaux,...) et indirecte (achats inutiles incités, surproduction, achats compulsifs,...). Sans oublier le fait qu'elle colonise l'espace public sans le consentement des citoyens. Elle bénéficie principalement aux multinationales contre nos commerces locaux. NON a ces mesurettes qui font régresser</p>
<p>Non, non et non.</p> <p>20/12/2021 15:53</p>	<p>Ce que je pense et réclame c'est une baisse de la présence de la publicité. Ce projet est inutile sous couvert d'une pseudo protection citoyenne.</p>
<p>Projet panneau publicitaire</p> <p>20/12/2021 15:55</p>	<p>Bonjour, Dans le contexte actuel, les panneaux publicitaire ne me semble plus du tout appropriés à notre société. Sortons de cet appel à la consommation. Nous savons très bien ce dont nous avons besoin. De plus les panneaux comme polluants visuels, plus maintenant l'abbération des publicités lumineuses sont à al fois un vrai danger pour les automobilistes et une pollution énergétique énorme. Projet de loi pour les chefs d'entreprises, les grosses multinationales... Non merci, je n'en veux pas... Qui peut nous sauvez de la bêtise humaine, SVP?</p>
<p>Recul et enfumage</p> <p>20/12/2021 15:59</p>	<p>Il est laissé 4 ans aux afficheurs pour réduire le surface des panneaux de 12m² à 10,50m² ! Gageons qu'il leur faudra moins de temps pour relever à 4,70m² les autres enseignes concernées par l'article 2-II. Tout cela est tellement peu ambitieux par rapport à la pollution énergétique et visuelle engendrée par les milliers de panneaux publicitaires installés sur le territoire.</p>

	<p>De plus, il est consternant de constater que le stylo est toujours tenu par les annonceurs. Et ce, quelque soit la ou le ministre de l'environnement.</p> <p>Ce texte ne présente aucune avancée pour l'amélioration du cadre de vie des millions de personnes qui habitent dans les villes.</p> <p>Bref, ce décret manque totalement d'ambition et ne modifiera rien à l'incompréhensible mainmise des afficheurs sur le paysage français qu'il soit urbain ou rural.</p>
<p>Il faudrait aller plus loin et surtout plus vite</p> <p>20/12/2021 16:26</p>	<p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Ce projet est encore une "mesurette".</p> <p>Il faudrait limiter drastiquement la fréquence et la taille des publicités dans l'espace public.</p> <p>Il faudrait vraiment faire éteindre les panneaux lumineux ainsi que les enseignes, les parkings, les halls...dès la fermeture des lieux. S'il s'agit de sécuriser ces lieux, je pense qu'il existe des moyens de surveillance moins invasifs et moins consommateurs d'énergie.</p>
<p>relève à 4,7m² la surface des publicités murales</p> <p>20/12/2021 16:38</p>	<p>Cette relève à 4,7m² de la surface des publicités murales ne va pas dans le sens de la diminution de l'impact de la publicité dans l'environnement. Il y a une contradiction à dire qu'on va limiter l'impact des publicités et augmenter la surface des panneaux publicitaires ! Stop à cette pollution visuelle</p>
<p>Défavorable</p> <p>20/12/2021 16:43</p>	<p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens.</p>
<p>Un 1/2 pas en avant et un 1/4 de pas en arrière à ce rythme vaudrait mieux s'abstenir.</p> <p>20/12/2021 16:59</p>	<p>Un 1/4 de pas en avant 12 m² à 10,5 m² pour certains panneaux.</p> <p>Moins 1/4 de pas en arrière 4 à 4,7 m² pour d'autres panneaux.</p> <p>Plus 1/4 de pas en avant avec l'extinction partiel sur le mobilier urbain.</p> <p>Belle avancée !</p> <p>A quand un référendum, sur cette publicité omniprésente qui enferme notre imaginaire.</p> <p>Qui nous enchaîne et nous entraîne à une surconsommation de superflus, qui nous submerge et nous étouffe depuis trop longtemps au sens figuré et maintenant au sens propre.</p> <p>Elle est où la sobriété nécessaire à la survie de nos enfants et petits enfants.</p>
<p>Le décret du retour à l'âge de la préhistoire. Lamentable d'hypocrisie et de manque d'ambition.</p> <p>20/12/2021 17:13</p>	<p>La pollution visuelle et un ministère de l'auto-satisfaction, cela fait 2 dans la dérision.</p> <p>J'ai sincèrement honte pour vous, ou pour les politiques qui guident votre main.</p> <p>Si l'auto-régulation avait fonctionné, cela se verrait sans doute dans nos paysages, mais les perchoirs à oiseaux ont encore de belles décennies devant eux. Au moins, vos propositions (mais sont-elles bien les vôtres ou celles de la profession publicitaire) feront des heureux mais ne serviront pas le cadre de vie (pour cela il faut sortir du cabinet et le voir au quotidien) !</p> <p>Vous pouvez promouvoir les journées des paysages mais vous aurez bientôt à organiser les journées de la France moche. C'est une certitude.</p> <p>J'avais retenu que le code de l'environnement intégrait un principe de NON REGRESSION avec son article L110-1. Je vois que nous n'avons pas les mêmes lectures car passer de 4 m² à 4,7 m² et intégrer le format cadre compris, cela relève du risible. Merci pour le monde rural qui en</p>

	<p>avait bien besoin. Les publicistes doivent se frotter les mains avec ce léger relèvement. Pensez-vous une seconde qu'ils perdaient de l'argent jusqu'à présent. Moi pas.</p> <p>Il y a avait le retour vers le futur mais maintenant c'est le retour en arrière avec le ministère de B. Pompili.</p> <p>Et en veux tu. En voilà. Un nouveau délai de mise en conformité de 4 ans au milieu des autres de 2 et 6 ans ... qui ne sera pas appliqué bien entendu par des collectivités qui ne veulent pas entendre parler de tout cela. Il n'y a qu'à regarder les enseignes sur toitures pour le penser. Elles vont y perdre leur latin lorsque l'on signalera à un maire (que l'on essaiera d'identifier tant bien que mal) une irrégularité à la réglementation. Encore faudra-t-il être en mesure de dater tout cela. Pourquoi ne pas pucer les supports publicitaires tant qu'on y est ? Je penche pour la boule de cristal, c'est plus sur.</p> <p>En attendant il y a une nouvelle contravention pour les lumineux alors que les enseignes posées en infraction depuis le décret de 2012 ne sont pas réprimées par une sanction. Ah Ah Ah. C'est le père Noël. N'auriez-vous pas oublié que sans sanction, c'est l'anarchie. Mais, au-delà, je m'interroge pour aller me promener en pleine nuit voir tous ces lumineux encore éclairé : Noël en France c'est toute l'année. Des heures d'insomnies se profilent. Lisez les diagnostics des RLP, aucun n'intègre la période nocturne. Peut-être devriez vous enquêter pour savoir combien de contraventions avaient été prononcées jusqu'à présent avant de pondre cette c... ? Vous lancez une bouteille à la mer, et vous vous donnez bonne conscience.</p> <p>Sans doute pour répondre à la convention citoyenne pour le climat. C'est le Halloween du Climat que vous venez de rédiger et il efface toutes les autres bonnes propositions.</p> <p>Sinon, vous envisagez un jour de fixer les seuils de luminance des lumineux ou pas ? Mais avec quel matériel contrôler tout cela.</p> <p>En attendant, le mobilier urbain va continuer à briller au milieu des autres. Lui, il a tous les droits et toutes les attentions de nos élus. Marchés publics obligent.</p> <p>C'est la France avec toutes ses absurdités réglementaires quoi !</p> <p>Dites-moi, vous travaillez dans quel ministère déjà ?</p>
<p>Il faut aller plus loin</p> <p>20/12/2021 17:14</p>	<p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>
<p>Protégeons l'environnement, pas les afficheurs</p> <p>20/12/2021 17:15</p>	<p>Pourquoi des RLP réussissent-ils à limiter la taille des panneaux à 4m² ? Le code de l'environnement doit imposer cette taille maximale, à l'instar de ceux qui montrent l'exemple. Ce n'est pas aux afficheurs de dicter la loi, mais à la loi, faite pour tous les citoyens, d'être respectée par les afficheurs. Et personne ne se portera moins bien d'avoir moins d'affichage...</p> <p>Quand à l'abaissement de 12m² à 10.5m², et bien c'est très insuffisant. Quel gâchis pour nos paysages et nos villes...</p> <p>Je suis également absolument opposé à la publicité numérique, très énergétivore, et à contre-courant de l'impérieuse nécessité de respecter nos engagements climatiques. Il en va de même de l'éclairage nocturne des panneaux.</p>
<p>Défavorable à une partie du décret</p> <p>20/12/2021 17:16</p>	<p>je considère qu'il n'existe aucune raison de relever le seuil de 4m² à 4.7m².</p> <p>Les différentes entreprises spécialistes de l'affichage publicitaires savent très bien que le format 4m² se mesure en tenant compte du cadre. Peu importe qu'elles doivent remplacer leur dispositif, c'est leur métier.</p> <p>L'abaissement du seuil de 12m² vers 10.5m² va dans le bon sens, je pense qu'un délai de 2 ans serait largement suffisant au lieu de 4 ans.</p>

<p>trop timide</p> <p>20/12/2021 17:27</p>	<p>S'il vous plaît, les panneaux de pub, il y en a partout, ça pollue le paysage ! Alors, réduisez-en le nombre et la taille, et de façon drastique !</p>
<p>Non à la pub illégale !</p> <p>20/12/2021 17:48</p>	<p>RAS le bol de ces panneaux qui nous polluent la vue et défigurent nos paysages ! C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire !</p>
<p>Il n'est plus temps</p> <p>20/12/2021 17:59</p>	<p>Bonjour Ce projet semble dater de 40 ans. Il n'est plus temps d'accaparer ainsi l'espace public : nous sommes assaillis par la publicité sur le numérique alors à quoi bon continuer à enlaidir et privatiser l'espace urbain. Il n'est plus temps.</p>
<p>Appliquons les textes existants</p> <p>20/12/2021 18:07</p>	<p>Il existent déjà beaucoup de textes qui réglementent la publicité extérieure et les enseignes commerciales. Il n'est pas nécessaires de produire des nouveaux textes pour diminuer l'encombrement visuel : il suffit de faire appliquer les existants. Seules les sociétés qui n'ont pas respecté la loi seront punies et non toute une profession.</p>
<p>Réponse à la consultation</p> <p>20/12/2021 18:08</p>	<p>Il y a déjà trop d'affichages publicitaires qui nous polluent l'esprit et incitent inutilement à des consommations souvent inutiles et polluantes. Réduisons le gaspillage d'énergie, de ressources naturelles et orientons l'économie vers les besoins vitaux et la justice sociale.</p>
<p>Voici mon avis</p> <p>20/12/2021 18:10</p>	<p>Il y a déjà trop d'affichages publicitaires qui nous polluent l'esprit et incitent inutilement à des consommations souvent inutiles et polluantes. Réduisons le gaspillage d'énergie, de ressources naturelles et orientons l'économie vers les besoins vitaux et la justice sociale.</p>
<p>plein les yeux</p> <p>20/12/2021 18:18</p>	<p>Je demande que la taille des publicités murales ne soit pas augmentée et plutôt réduite . En parallèle l'éclairage dans les aéroports est-il vraiment nécessaire ? De plus les publicités lumineuses situées en dehors des aéroports pourraient être éteintes aux heures qui correspondent au coucher pour éviter de nuire aux habitants dont les fenêtres donnent sur ces dispositifs. Ils pourraient ainsi être éteint a 22h et rallumés a 5h. Dans l'idéal un quota devrait être mis en place. Interdiction de publicité Aux alentours des écoles et des établissements publics recevant des enfants et jeunes scolaires. Enfin,il sera importante de préciser les sanctions encourues, et les modalités d'intervention . Le public doit savoir à qui faire appel afin de</p>

	<p>déposer une plainte et l'intervention doit être rapide . Le public ne doit pas faire face à un labyrinthe culpabilisant lors d'un dépôt de plainte ni observer qu'aucune action n'est menée contre les enseignes qui enfreignent la loi</p>
<p>Moins de panneaux et de plus petite taille</p> <p>20/12/2021 18:28</p>	<p>Bonjour, ce projet est vraiment peu ambitieux. Il consacre l'influence des afficheurs y compris au ministère du développement durable, c'est un comble ! Par exemple le relèvement de 4 à 4,7 m² de la surface des petits panneaux est proposé pour "éviter aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants". On entérine ainsi le non-respect des législations existantes.</p> <p>On sait qu'on doit aller vers un monde moins consommateur de ressources mais on continue à favoriser la publicité pour stimuler la consommation. Quelle courte vue ! Par ailleurs on enlaidit nos villes, villages et leurs abords par des panneaux toujours moches. Allez voir comment ça se passe dans d'autres pays, en Écosse par exemple. Quel repos pour les yeux ! Développons plutôt la beauté de notre pays en retirant un maximum de panneaux et ainsi on aura un pays plus beau, plus attractif pour le tourisme.</p>
<p>Non aux panneaux plus grands !</p> <p>20/12/2021 18:35</p>	<p>Le Code de l'environnement ne doit pas entériner les pratiques des afficheurs, mais fixer des dimensions qu'ils devront respecter.</p> <p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>
<p>Stop aux écrans lumineux</p> <p>20/12/2021 18:36</p>	<p>Stop aux écrans lumineux et aux éclairages nocturnes Rendez nous notre nature et surtout nos nuits On cherche des solutions pour une énergie plus verte et à ce motif les écologistes politiques approuvent l'éolien qui n'est pas une solution La meilleure solution, c'est réduire la demande Et sur ce plan, les écrans de magasin ou panneaux lumineux urbains sont inutiles En plus ils sont dangereux pour notre sécurité car l'attention des conducteurs est sollicitée par toutes ces informations parasites.</p>
<p>Pour la baisse de la publicité paysagère et pour le pouvoir du RLP</p> <p>20/12/2021 18:40</p>	<p>Sous prétexte d'une régulation, on cède le fait de panneaux plus grands avec le détournement des RLP. Une commune doit avoir le droit de pouvoir légiférer sur son propre patrimoine paysager, au delà des règles.</p> <p>La règle suit le lobby des publicitaires et des grands annonceurs alors que cela devrait être le contraire, pour l'intérêt général.</p> <p>Donc, pour une réduction des panneaux et des enseignes quels qu'ils soient, en taille et en nombre, avec en premier lieux les panneaux et enseignes lumineux.</p> <p>On ne doit pas oublier également l'effet cumulatif, ce cumul pour une aliénation des masses, qui rend les entrées de ville et les centres commerciaux invivables, images de marques des villes françaises d'aujourd'hui, y compris des villes d'histoire.</p> <p>Enfin, il est nécessaire que les RLP puissent INTERDIRE PUREMENT ET SIMPLEMENT LES PANNEAUX LUMINEUX ANIMES, quelque soient leurs dimensions. Ils sont consommateurs d'énergie, un danger pour la circulation automobile (perte d'attention), un destructeur de paysages, un pollueur visuel.</p> <p>Pour terminer, on demande à ce que les Préfets fassent appliquer la loi en la matière (de nombreux recours de la société civile ont été nécessaires), pour le respect du citoyen.</p>

	Il y a là une véritable POLLUTION INTELLECTUELLE ET PAYSAGERE QUI VA A L'ENCONTRE DE PRINCIPES DE LIBERTE. IL Y VA EN EFFET DE LA LIBERTE DU REGARD.
Foutage de gueule 20/12/2021 19:13	Encore une mesure tte qui ne sert à rien. <br class="manualbr" />stop la pub.
Non à l'augmentation de la surface publicitaire 20/12/2021 19:14	Il est urgent et important de prendre en compte les préoccupations environnementales. Les études nombreuses dénoncent l'impact négatif de la publicité sous quelque forme quelle soit notamment sur la consommation. La pire étant la publicité lumineuse pour l'environnement ou encore numérique qui agit sur chacun d'entre nous en particulier sur nos enfants.
Pollution visuelle de l'espace public 20/12/2021 19:52	Les panneaux publicitaires saccagent très souvent les entrées de ville ainsi que les abords des sites remarquables, naturels ou patrimoniaux ; les sommes versées aux collectivités et/ou propriétaires du foncier ou des immeubles sur lesquels ils sont érigés sont de montants très modiques au regard des dommages visuels infligés aux malheureux citoyens, qui ne peuvent pas les ignorer lorsqu'ils se déplacent. La puissance des lobbies publicitaires sur la sphère politique, dont les acteurs ont besoin de fonds pour se faire élire, explique vraisemblablement la passivité des édiles locaux face à ce fléau.
la publicité est nocive à plusieurs titres 20/12/2021 20:18	La publicité est une pollution visuelle, mais surtout elle crée de la frustration chez les personnes démunies. Elle incite à consommer des produits dont on n'a pas besoin, ce qui amène à générer des monceaux de déchets. Supprimer la publicité est l'une des premières mesures à prendre pour améliorer notre vie.
Un décret au service des entreprises 20/12/2021 20:41	Augmenter la surface autorisée des panneaux publicitaires pour en réduire les nuisances visuelles me semble une contradiction évidente : il serait préférable de la réduire.
Ce projet ne répond pas aux enjeux 20/12/2021 22:44	Quel manque d'ambition ! Ce projet n'est pas à la hauteur des enjeux. Prenons exemple sur toutes les communes qui ont déjà interdit les publicités sur leur territoire. C'est possible et salutaire. Agissons vraiment pour les économies d'énergie, pour l'arrêt de la surconsommation et pour un monde où acheter et posséder des objets ne sont pas les valeurs inculquées dès le plus jeune âge.
c'est inadmissible	Vous dites limiter alors que vous proposez au contraire d'accroître la surface maximale autorisée. Non à l'agression publicitaire.

20/12/2021 23:17	
<p>Indignons-nous contre l'affichage publicitaire !</p> <p>21/12/2021 01:10</p>	<p>Indignons-nous contre ce décret qui prétend lutter contre l'affichage publicitaire, en particulier les publicités lumineuses, mais cautionne en fait les pratiques dévastatrices pour les esprits et pour l'environnement, du lobby publicitaire !</p> <p>Réduire les dimensions de certains panneaux et en même temps autoriser une augmentation des dimensions d'autres panneaux, c'est l'exemple même du faux-semblant.</p> <p>Et qu'en est-il de la quantité et des conditions d'implantation des panneaux publicitaires de plus en plus sophistiqués et polluants, que l'on voit proliférer actuellement ?</p> <p>C'est le cas notamment dans la communauté urbaine de CAEN-la-MER, où, depuis la délibération de prescription du conseil communautaire, en date du 07 janvier 2021 (103 votants), pour la mise en place d'un Règlement Local de Publicité intercommunal, qui n'avance pas, les afficheurs publicitaires profitent largement de la passivité des élus communautaires.</p>
<p>Nous en sommes encore là à l'aube de 2022?</p> <p>21/12/2021 03:25</p>	<p>Ces panneaux publicitaires prennent déjà une importance considérable dans les horizons de nos communes, incitant les citoyens à consommer toujours plus, et ne les aidant pas à réfléchir sur le "consommer mieux".</p> <p>Ne serait-il pas plus urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants?</p>
<p>Aucune limitation probante</p> <p>21/12/2021 04:08</p>	<p>Nous réclamons une diminution de la présence de la publicité. Cette proposition ne contient que des demi-mesures qui ne font que faciliter le travail des publicitaires. Elle ne protège en rien nos enfants et notre environnement de la pollution visuelle et lumineuse que ces publicités génèrent.</p>
<p>JE SUIS CONTRE</p> <p>21/12/2021 04:53</p>	<p>Je suis contre ! Les publicités détournent notre attention de l'essentiel. Donc les rendre plus visible c'est nous rendre plus aveugle</p>
<p>Stop à la Pub !</p> <p>21/12/2021 05:51</p>	<p>Ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens...</p>
<p>Un projet de décret bien creux</p> <p>21/12/2021 06:19</p>	<p>Bonjour,</p> <p>Ce projet me semble donner peu de moyens pour parvenir aux ambitions citées. Quelques m² en plus ou en moins ne changeront pas grand chose et confortent plutôt les publicitaires dans leurs pratiques. Peut-on parler du nombre de publicité ? De l'interdiction des publicités lumineuses ?</p> <p>Enfin, la pollution lumineuse est surtout impactante pour la biodiversité et notre santé en première partie de nuit. Une extinction imposée à 1h du</p>

	<p>matin n'aura d'effet que sur la consommation d'énergie, pourquoi ne pas aller plus loin ? Bref, encore de la poudre aux yeux. Vous pouvez mieux faire.</p>
<p>Toujours plus de publicité pour toujours plus de consommation !!!</p> <p>21/12/2021 06:41</p>	<p>Il semble plus opportun de prendre en compte les préoccupations environnementales liées à la publicité que celles des industriels qui cherchent à nous faire toujours plus consommer ! De nombreuses études ont montré l'impact négatif de la publicité, (pollution lumineuse et visuelle, impact numérique, etc). Tout ça pour continuer à enrichir l'agroalimentaire, les grandes marques etc sur le dos des gens et de la planète !</p>
<p>Et si on interdisait simplement la publicité?</p> <p>21/12/2021 07:13</p>	<p>La publicité est une manipulation de l'esprit dans le but de favoriser la consommation. Nous sommes dans une situation d'urgence climatique et la France s'est engagée à aller vers la neutralité carbone. Toute décision censée et cohérente concernant la pub devrait être leur interdiction pure et simple, a minima dans l'espace public. Les pubs consomment de l'énergie, de l'espace public et favorisent la surconsommation donc augmentent la crise écologique. Alors si on prenait collectivement une décision courageuse et qu'on rendait simplement illégale cette manipulation de masse qu'on appelle la publicité?</p>
<p>Domage, un nouveau recul à l'heure où les grands changements sont nécessaires</p> <p>21/12/2021 07:25</p>	<p>Nous réclamons une baisse de la présence de la publicité, tout simplement.</p>
<p>Une blague ?</p> <p>21/12/2021 08:02</p>	<p>"Enfin, il relève à 4,7 m² la surface maximale des publicités murales non lumineuses dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants " Heu.. non la raison évoquée semble peu convaincante.. voir dictée par un lobby de la pub? Ca ne profitera pas à la planète à long terme, même si la remise aux normes des publicités pirates aura un impact..</p>
<p>Modification absurde compte tenu de l'urgence !</p> <p>21/12/2021 09:52</p>	<p>Une véritable transition écologique implique des modifications bien plus sérieuses que ces modifications incohérentes. Quel serait l'impact positif d'une diminution de la taille de certains panneaux associée à l'augmentation de la taille des autres ? Il faut réduire tout l'affichage publicitaire source de surconsommation, donc de surproduction, donc de pollution. Les générations futures elles n'avaient qu'à être là avant ? Prenez vos responsabilités pour elles ou bien vous aurez du mal à leur expliquer que vous n'avez rien fait de sérieux pour elles !</p>
<p>pollution par la publicité</p> <p>21/12/2021 10:22</p>	<p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>
<p>pollution par la publicité</p> <p>21/12/2021 10:23</p>	<p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>

<p>Projet en net recul pour l'environnement</p> <p>21/12/2021 10:26</p>	<p>En augmentant les surfaces autorisées pour la publicité on va CONTRE toutes les déclarations de protection de l'environnement. On défigure les villes et les entrées de villes par des panneaux horribles (pollution visuelle) .On renforce encore les incitations à consommer , comme si les consommateurs n'étaient pas capables de savoir ce qu'ils doivent acheter, et comme si la planète pouvait encore se permettre cette surconsommation.</p>
<p>Manque cruel d'ambition</p> <p>21/12/2021 11:17</p>	<p>Au delà du manque d'ambition dans la réduction des formats, il serait grand temps de se poser la question de la pertinence de continuer à tolérer la promotion de produits dont l'impact sur l'environnement est désastreux. On ne peut pas d'un côté vouloir se fixer des objectifs de réduction des GES et de sauvegarde de la biodiversité, et continuer à laisser promouvoir le transport aérien (lorsque d'autre solution existent), la fast-fashion, les établissements bancaires dont les placements toxiques sont encore très présents etc... et la liste est longue, trop longue. Une règlement des emplacements et de leur intégration dans l'environnement serait également à réfléchir. Pour l'affichage numérique il faut purement et simplement le bannir. Rendez au public l'espace public.</p>
<p>Que d'énergies gaspillées</p> <p>21/12/2021 11:57</p>	<p>L'urgence n'est pas à limiter des dimensions ou des horaires d'activités énergivores qui détériorent la vie sur terre : seule la suppression de ces publicités aurait un sens réel (à condition que ceux qui écrivent les textes comprennent que leur rôle est de servir les citoyens et leur pays et non pas de faire plaisir aux commerciaux de tous bords qui n'ont rien à faire des nécessités vitales des populations)</p>
<p>Ce n'est pas la surface qui compte !</p> <p>21/12/2021 12:21</p>	<p>Au lieu de ratiociner sur la surface des panneaux publicitaires, il conviendrait de réduire la densité des pannotages à l'entrée des agglomérations. Il conviendrait aussi de réguler la hauteur des panneaux, d'interdire les panneaux électroniques et d'être un peu plus attentif aux contenus des messages publicitaires.</p>
<p>rappel de la convention citoyenne pour le climat</p> <p>21/12/2021 13:09</p>	<p>cette convention citoyenne pour le climat vous indique le chemin. Un très beau travail a été fourni. A quoi a t elle servi si vous n'en tenez aucun compte ? Derrière le paravent "démocratie", il y a quoi ? rappel de l'une des propositions :</p> <p>RÉGULER LA PUBLICITÉ POUR RÉDUIRE LES INCITATIONS À LA SURCONSOMMATION PROPOSITION C2.1 : Interdire de manière efficace et opérante la publicité des produits les plus émetteurs de GES, sur tous les supports publicitaires PROPOSITION C2.2 : Réguler la publicité pour limiter fortement les incitations quotidiennes et non-choisies à la consommation PROPOSITION C2.3 : Mettre en place des mentions pour inciter à moins consomme</p>
<p>Non à ce projet</p> <p>21/12/2021 13:42</p>	<p>Protégeons nos espaces, réduisez la pub omniprésente. Protégeons nos enfants, interdisez les panneaux publicitaires à moins de 100m des établissements scolaires. Assez de gâchis de ressources, assez de décervellement.</p>

<p>Refus</p> <p>21/12/2021 14:08</p>	<p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²)</p>
<p>Je m'oppose à ce projet</p> <p>21/12/2021 15:46</p>	<p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²)</p> <p>Ce projet est un recul : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle.</p> <p>C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire ! Passer de 4 à 4,7 m² serait une régression, insupportable aujourd'hui au regard du principe de non-régression. Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul. Des RLP vont plus loin que le Code de l'environnement en limitant les panneaux publicitaires à 4 m². C'est ce que devrait imposer le Code de l'environnement dans toutes les communes ! Il me semble que ce texte n'a pas beaucoup d'ambition quant à la protection des paysages. Diminuer de 1,5 m² ne modifiera guère l'impact visuel. Idem pour le passage du 4 m à 4m70, directement dicté par les préoccupations des afficheurs... Dire que la surface maximale sera désormais de 4,7 m² pour « éviter aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants » est fallacieux. Il leur suffit d'enlever le cadre comme l'ont déjà fait certains pour être en règle. L'installation de panneaux de 4 m² sans cadre est une pratique qui, désormais, commence à se répandre. Je m'oppose à ce projet, malgré le passage à 10,5 m² maximum de la surface des publicités et l'extinction partielle de la publicité sur le mobilier urbain de minuit à 6 heures. En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens... Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p>
<p>il y a toujours trop de pub</p> <p>21/12/2021 16:34</p>	<p>C'est le Code de l'environnement qui doit fixer des dimensions qui doivent être respectées par les afficheurs et non l'inverse.</p>
<p>Pas d'augmentation de surface</p> <p>21/12/2021 18:11</p>	<p>Passer de 4 à 4,7 m² est une mauvaise proposition, c'est une régression insupportable qui ne va dans le sens de ce qui a été fait jusqu'à aujourd'hui c'est à dire moins d'agression publicitaire visuelle.</p>
<p>Réduire signifie passer de 4m à 4,7m?</p> <p>21/12/2021 19:01</p>	<p>Comme souvent, les décrets sont opaques afin de brouiller l'opinion publique, et les consultations publiques sont très souvent invisibles de Madame et Monsieur Toutlemonde. Soyez clairs, concis, et faites de vrais efforts. Pas de compromis sur la pollution visuelle inutile, désagréable, nuisible, à notre monde déjà bien abîmé. Merci d'arrêter de faire semblant de prendre soin de la planète et de ses habitants.</p>
<p>Refus</p>	<p>On ne peut pas réduire en augmentant la surface autorisée .</p>

21/12/2021 19:19	<p>La publicité non choisie est une agression.</p> <p>Il faut <u>supprimer les panneaux publicitaires</u></p>
<p>Ce texte est un recul et non pas une avancée en faveur de l'environnement.</p> <p>21/12/2021 19:37</p>	<p>Il est assez stupéfiant de vouloir « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter en parallèle la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²) !</p> <p>Ce projet de décret constitue donc bel et bien un recul, une régression : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution visuelle, c'est une atteinte supplémentaire à l'environnement et à la qualité de vie.</p> <p>Je souhaite que les afficheurs se conforment au Code de l'environnement, et non le contraire, comme le propose ce texte.</p> <p>Par ailleurs, le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond actuellement aux pratiques des grands afficheurs. Certains Règlements Locaux de Publicité vont plus loin que le Code de l'environnement en limitant les panneaux publicitaires à 4 m². Il faudrait plutôt que le décret s'inspire de ces règlements beaucoup plus contraignants pour les annonceurs et beaucoup plus respectueux des paysages et des habitants.</p> <p>Je m'oppose donc à ce projet de décret qui ne contient que peu d'avancées (extinction entre 1h et 6h du matin, pourquoi pas entre 23h et 6h du matin? cela correspond plus à l'extinction des éclairages urbains que de plus en plus de communes pratiquent.</p>
<p>A qui profite la pub? !</p> <p>21/12/2021 20:24</p>	<p>Nous ne devons pas nous adapter aux exigences des entreprises d'afficheurs, c'est eux qui doivent s'adapter aux urgences, il n'y a pas de place pour eux, nous n'en voulons pas. Les politiques doivent prendre leurs responsabilités face à l'urgence climatique et, au lieu de leur laisser plus de place, plus de temps, la supprimer, tout de suite, maintenant.</p> <p>Parce que la pub représente tout ce dont nous devons apprendre à vivre sans, pour le meilleur. Dire à dieu au diktats qu'elle diffuse, nous laisser vivre sans sentir la pression de devoir consommer, faire tourner le système, ce système qui court à sa perte.</p> <p>Je veux marcher dans ma ville librement, sans qu'on m'impose ces injonctions à chaque coin de rue, pouvoir être bien plus que ce qu'on attend de moi, être consommatrice. Laissez nous voir plus grand, plus loin, aidez les gens qui ne se rendent pas compte à faire un pas vers eux mêmes et vers plus de simplicité. La publicité n'est que superflu.</p> <p>La pub nous enferme dans l'avoir, nous voulons Être.</p> <p>Vous êtes élus pour nous représenter, écoutez nous, il est plus que temps de le faire.</p>
<p>Insuffisant</p> <p>21/12/2021 21:21</p>	<p>Je ne souhaite pas mettre en doute la bonne volonté du ministère de l'écologie de réduire la pollution lumineuse dans notre pays.</p> <p>Toutefois, face au défi climatique et à l'effondrement des espèces, je doute que réduire de quelques centimètres la taille des publicités lumineuses et de quelques heures leurs durées de fonctionnement suffisent à limiter tous les dégâts que la débauche de lumières artificielles inutiles occasionne aux humains, aux animaux et aux paysages.</p> <p>Il est urgent d'éteindre un grand nombre de lumières inutiles, celles qu'utilise la publicité sont les plus inutiles de toutes.</p>
<p>Bilan énergétique des pubs</p> <p>21/12/2021 22:04</p>	<p>Bonjour, non seulement la pub envahit notre environnement en poussant les esprits faibles à consommer compulsivement (parfums, alcools, malbouffe, sucreries, etc), mais encore elle est source de consommation électrique éhontée. Quelle est la consommation totale, annuelle due aux panneaux déroulants et pubs éclairées (notamment sucettes et abribus)? ma seconde question : qui paye (les usagers, les publicités) et pour quel montant ? Merci</p>
<p>Y a t'il un avenir pour un environnement durable ?</p>	<p>Quand comprendrons nous qu'un avenir d'une qualité de vie améliorée passe par une réelle protection de nos paysages . Ce n'est pas une ridicule diminution des surfaces de panneaux publicitaires qui va dans ce sens . Un peu de courage et beaucoup de fermeté sont nécessaires .</p>

22/12/2021 00:58	
<p>Non !</p> <p>22/12/2021 03:04</p>	<p>Ce projet n'a aucune ambition concernant la protection de nos paysages ! C'est un recul qui vise à augmenter la pollution visuelle déjà bien trop présente dans nos vies. C'est un recul concernant le code de l'environnement, et c'est encourager encore notre société consumériste alors que le monde scientifique s'accorde à dire qu'il nous faut changer nos modes de vies si nous voulons « ralentir » le réchauffement climatique. Je ne comprends pas cette idée. Et puis c'est aux afficheurs de s'adapter à la réglementation en vigueur, pas l'inverse !</p>
<p>Stop aux abus !</p> <p>22/12/2021 08:01</p>	<p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurètes de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens...</p> <p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²)</p> <p>C'est aux afficheurs de se conformer au Code de l'environnement, et non le contraire !</p>
<p>Le résultat de cette consultation sera-t-il cette fois-ci encore « dans un sens opposé aux opinions exprimées à une écrasante majorité » ?</p> <p>22/12/2021 09:12</p>	<p>Ce projet ne fait hélas que démontrer la puissance du lobby de l'affichage publicitaire dans ce pays : en 2011, les afficheurs avaient réussi à déconstruire le projet de décret affichage élaboré dans le cadre du Grenelle. Au point de faire dire au rapporteur de ce dernier devant le Conseil d'État : « <i>le résultat est dans un sens opposé aux opinions exprimées à une écrasante majorité</i> » !</p> <p>Dans son numéro du 1er juin 2011, <i>Le Canard enchaîné</i>, alerté par l'association Paysages de France (elle-même tenue régulièrement au courant de l'évolution du dossier par l'intermédiaire d'informateurs dans divers ministères et au sein même de l'entreprise JCDecaux), avait écrit :</p> <p>« <i>Les gens de Decaux ont littéralement tenu [le] stylo pour écrire le décret. Dès qu'un truc ne leur plaisait pas, ils [le] refaisaient réécrire.</i> »</p> <p>En 2015, un projet de décret, qualifié, à juste titre, de « scélérat » par les associations (et pour cause !), avait nécessité sept mois de lutte intense pour que, finalement, la ministre de l'Écologie puis le ministre de l'Économie renoncent aux deux mesures les plus graves qu'ils voulaient imposer.</p> <p>En 2021, le Gouvernement s'est servi de la « Loi Climat » pour retirer aux préfets leur pouvoir de police de la publicité, ce qui aura des effets désastreux, à commencer par une très forte aggravation de la délinquance en matière d'affichage publicitaire.</p> <p>Aujourd'hui, un nouveau projet de décret « <i> vise, nous dit-on, à limiter la surface maximale de certaines publicités</i> ». Pour répondre, nous dit-on, à la « <i> nécessité mise en avant par la Convention citoyenne de réguler la publicité pour limiter fortement les incitations quotidiennes et non choisies à la consommation.</i> »</p> <p>Réduire la publicité en augmentant la surface des publicités...</p> <p>Traduction dans le projet décret : il ferait passer de 4 m² à 4,70 m² la surface maximale des publicités murales dans des milliers de communes, soit une augmentation de près de 20% des possibilités d'affichage dans ces milliers de villages et villes de France.</p>

Cherchez l'erreur !

Cette mesure, qui bafoue le principe de non-régression en matière d'environnement (article L.110-1 du Code de l'environnement – arrêts du Conseil d'État du 8 décembre 2017 et du 9 juillet 2021), ne ferait en outre que compliquer l'application de la réglementation. Tout cela parce que des afficheurs en ont fait la demande, tout cela pour « *éviter aux professionnels de devoir remplacer leurs panneaux existants* », ce qui au demeurant est faux puisque, pour se mettre en règle, nombre d'entre eux ont déjà remplacé leurs panneaux irréguliers, en ont installé de nouveaux, qui font 4 m², voire ont tout simplement supprimé l'encadrement des panneaux déjà en place.

Réduire la publicité en décuplant son impact...

L'exposé des motifs du décret met en avant la réduction de la surface maximale des publicités autorisées ailleurs que dans les agglomérations précitées, en la faisant passer de 12 m², à 10, 50 m².

Ici encore, cherchez l'erreur !

- 10, 50 m², c'est, au centimètre carré près, le format maximum que, pour des raisons techniques, exploitent désormais les afficheurs, en particulier les « gros », pour leurs panneaux « vitrines » (c.-à-d. sous caissons lumineux) ;
- 10, 50 m², c'est, au centimètre carré près, le format demandé par l'Union de la publicité extérieure (UPE), le principal syndicat des professionnels de l'affichage publicitaire ;
- 10, 50 m², c'est le format qu'ils demandent à cor et à cri d'autoriser lorsque des collectivités élaborent leur règlement local de publicité (exemple : demande de l'UPE pour le RLPi de l'Eurométropole de Strasbourg : « *limiter le format à 10,50 m², format qui englobe la quasi-totalité des dispositifs actuellement implantés et supportant des affiches de format « traditionnel » dit de 8 m².* ») ;
- Les panneaux de 10, 50 m² sont tous motorisés ;
- Les panneaux de 10, 50 m² sont dits « déroulants » : ils font défiler de façon ininterrompue plusieurs affiches ;
- Les panneaux de 10, 50 m² sont tous lumineux ;
- Les panneaux de 10, 50 m² attirent beaucoup plus l'attention ; ils sont beaucoup plus intrusifs ;
- Les panneaux de 10, 50 m² ont donc des affiches mobiles qui mettent davantage encore en danger la sécurité des usagers des voies publiques ;
- Les panneaux scellés au sol (sur pied) de 10, 50 m² sont de véritables constructions. Ils « mangent » le paysage ;
- En fin de journée ou à l'aube, notamment à certaines saisons, les panneaux de 10,50 m² étant tous lumineux on ne voit plus qu'eux ;
- Les panneaux de 10, 50 m² polluent davantage le ciel nocturne, troublent davantage la faune, incitent davantage à consommer.

Bref, Ils ne « *limit[ent] pas fortement les incitations quotidiennes et non choisies à la consommation* » : **ils les décuplent.**

En 2010, la première des « *Dix mesures d'urgence pour dépolluer le paysage* » demandées par les ONG (dont France nature environnement, Paysages de France, Résistance à l'agression publicitaire et Sites & Monuments) était de réduire à tout le moins à 2 m² maximum la surface maximale des publicités scellées au sol.

Une telle demande, minimale, est plus que jamais d'actualité :

	<p>La planète est confrontée aujourd'hui au drame que représente le réchauffement climatique. La raison d'être de la publicité est d'inciter à consommer. Lorsqu'elle se déploie dans la rue, sur d'énormes dispositifs lumineux de 10,50 m2, et jusque dans les abris pour voyageurs à quelques centimètres de leur regard, il est impossible d'échapper à son harcèlement.</p> <p>Alors que la planète brûle, ces publicités ne font qu'attiser le feu jusque dans nos rues.</p> <p>Le résultat de cette consultation sera-t-il cette fois-ci encore « <i>dans un sens opposé aux opinions exprimées à une écrasante majorité</i> » ?</p>
<p>fuite en avant</p> <p>22/12/2021 09:15</p>	<p>Je ne crois pas que ces nouvelles mesures vont dans le sens qui fait que la planète nous accueillera dans des conditions décentes dans les prochaines années à venir... en plus de pourrir le paysage... la majorité des panneaux publicitaire sont des marchands de pacotille... avez vous déjà fréquenté un panneau lumineux ? pourquoi ces millions de néons devrait continuer à éclairer autant de bêtise ! et les panneaux vidéos...insupportable dans une rue, ils éclairent jusque dans les maisons !</p> <p>Vous voulez des slogans ? voici le mien, demandez vous s'il n'a pas un sens certain... :</p> <p>"SANS PLANÈTE PAS DE POUVOIR D'ACHAT !"</p>
<p>Beaucoup moins de publicité</p> <p>22/12/2021 09:26</p>	<p>Bonjour,</p> <p>Est-ce bien raisonnable d'appeler à la surconsommation de produits inutiles et salissant notre environnement ?</p> <p>Des pays sans ces horribles panneaux défigurant nos paysages ont de niveaux de vie semblables au notre.</p> <p>On peut vivre mieux sans ces verrues, qui vont pour certaines s'agrandir dans ce projet !!</p> <p>Ne serait-il pas urgent de prendre en compte les préoccupations environnementales, les études nombreuses qui dénoncent l'impact négatif de la publicité, surtout lumineuse, surtout numérique, sur chacun d'entre nous, et sur nos enfants ?</p> <p>Et j'espère que la personne qui lit ce message pense à l'avenir de ses enfants et petits-enfants .</p> <p>Merci.</p>
<p>Contre toute augmentation de surface publicitaire imposée donc liberticide.</p> <p>22/12/2021 09:31</p>	<p>Je m'oppose à ce projet, le 22 décembre 2021 à 9 h30</p> <p>On ne peut pas dire qu'on veut « limiter la surface maximale de certaines publicités » et augmenter la surface maximale des panneaux (en passant de 4 à 4,7 m²) Toute augmentation de surface de panneaux publicitaire est de fait contraire à la protection de l'harmonie des paysages. Lesquels sont un bien public gratuit, dont tout un chacun, riche ou pauvre, peut bénéficier. C'est pourquoi les autorités publiques gouvernementales et autres.... devraient lutter contre toute augmentation de surface publicitaire imposée quelque en soit sa nature (entre autres : halte aux panneaux numériques chargés de détourner l'attention des conducteurs au détriment de la sécurité..) Bref :</p> <p>Ce projet est un recul : augmenter la surface de certains panneaux va amplifier la pollution</p> <p>Passer de 4 à 4,7 m² serait une régression, insupportable aujourd'hui au regard du principe de non-régression.</p> <p>Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul.</p>
<p>Refus de ce décret et régulation de la publicité !</p>	<p>La convention citoyenne a mis en avant la nécessité de réguler la publicité pour limiter fortement les incitations quotidiennes et non choisies à la consommation ! le projet de décret du Gouvernement est en fait une régression puisqu'il prévoit notamment d'augmenter la surface maximale de certains panneaux publicitaires (tout en écrivant qu'il va la « limiter »).</p>

22/12/2021 09:31	
Avis mitigé 22/12/2021 10:28	<p>Bonjour, En préambule, le rappel des propositions C2.1, C2.2 et C2.3 de la convention citoyenne pour le climat > il convient de limiter et réduire toutes les incitations à la consommations, dont la publicité.</p> <p>Concernant le texte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de calcul de la surface : OK, c'est une bonne chose de clarifier les bases - Réduction à à 10,50 m² : OK - Passage à 4,7 m² : NON, c'est un recul et contre les ambitions du texte cité précédemment. Il conviendrait plutôt d'introduire une disposition permettant un bénéfice de l'antériorité pour ne pas avoir à remplacer les panneaux existants - harmonisation des règles applicables en matière d'extinction nocturne : OK
Contre 22/12/2021 11:04	<p>Oui je suis contre ce projet qui n'améliore rien. Arrêtons plutôt toute cette pub envahissante, inutile, bourrage de crâne, qui dirige les consommateurs au lieu de leur laisser le libre choix Il serait intéressant de savoir le nombre de personnes indifférentes au contenu de la pub affichée, alors que tout le monde subit ces panneaux chaque jour</p>
non merci 22/12/2021 12:06	<p>En fait, ce que réclame la majorité de nos concitoyens, c'est une baisse de la présence de la publicité. Les mesurette de ce projet de décret ne vont guère dans ce sens...</p>
Je suis contre ce projet 22/12/2021 13:58	<p>Bonjour les Tartuffes, Soyons sérieux, ce texte n'a qu'une parenté très lointaine avec les propositions de la Convention Citoyenne. Il n'y a pas d'alternative, il faut interdire purement et simplement toutes les publicités qui non seulement visent à accélérer la destruction de la planète (énergivores pour certaines, vantant des produits dangereux pour le climat, visant à toujours augmenter la consommation...), mais porte atteintes à la démocratie en mettant les médias à sa botte ! En espérant qu'un jour nos dirigeants arrêtent de nous prendre pour des truffes.</p>
Non aux publicités et grands formats qui inondent nos vies 22/12/2021 15:27	<p>N'est-il pas contradictoire</p> <p>de souhaitez moins de morts avec un code de la route, en administrant des vaccins, en faisant intervenir des professionnels de la santé ou associations pour instruire la population et laisser la publicité et les grands formats envahir nos espaces de vie?<br class="manualbr" />...</p>

<p>Opposition au projet de décret</p> <p>22/12/2021 16:09</p>	<p>Ce décret représenterait pour moi un recul : je suis contre le fait d'augmenter la surface de certains panneaux ce qui aura pour conséquence d'amplifier la pollution visuelle.</p> <p>Cordialement</p>
<p>Urgence climatique et publicité</p> <p>22 décembre 2021 à 17h07min</p>	<p>Votre projet concernant la publicité ne prend pas en compte l'évolution de la société et de l'environnement. Ce système est complètement dépassé et basé sur la "réclame" du début du 20ème siècle.</p> <p>Les citoyens en ont assez d'être agressés en permanence par ces panneaux de format gigantesques et/ou ultra-lumineux et animés. Notre attention et la conduite de véhicules nécessitent d'être vigilants et de ne pas se laisser distraire par des injonctions mercantiles. Rendez les villes et les campagnes indemnes de tout panneau publicitaire !</p> <p>Laissez place à la Nature et au calme pour nos esprits ! MERCI.</p>
<p>Non à la pub dans l'espace public</p> <p>22 décembre 2021 à 17h10min</p>	<p>Reduction de la taille de panneaux = mesure insuffisante, ne règle pas le problème.</p> <p>Oui à la suppression de la publicité dans l'espace public. Non à la pollution lumineuse engendrée, non à l'incitation insidieuse à la surconsommation, et non à la détérioration des paysages induits par les enseignes publicitaires.</p> <p>Il faut se réveiller, les enjeux liés aux problématiques écologiques ne laissent plus la place aux mesurette mais nécessitent des changements d'ampleur !</p>
<p>Contribution SNPE</p> <p>22 décembre 2021 à 18h01min</p>	<p>Calcul du format des publicités :</p> <p>La nouvelle définition du calcul du format des dispositifs publicitaires est inintelligible. Afin d'éviter d'inévitables litiges quant à son interprétation et son application, le SNPE propose d'exclure de manière très claire du calcul de la surface des publicités celle des éléments de piétement, de fonctionnement, de sécurité et d'éclairage, puisque telle est l'interprétation du ministère.</p> <p>Délai de mise en conformité des publicités de 12m² :</p> <p>Tel qu'il est rédigé, le délai proposé de quatre ans ne s'appliquerait qu'à condition que les dispositifs soient conformes avec les règles antérieurement applicables en termes de format. Or, depuis les arrêts du Conseil d'État Oxial et la nouvelle lecture faite du calcul du format, les dispositifs publicitaires 12m² impactés par le projet de décret sont réputés être illégaux et ne bénéficieraient donc d'aucun délai pour se conformer à la nouvelle limitation du format.</p> <p>Dans la rédaction proposée, le délai de mise en conformité proposé serait donc de nul effet et non conforme à la jurisprudence KPMG (Conseil d'État, Assemblée, 24 mars 2006, Société KPMG et autres)</p> <p>Par cette décision, le Conseil d'État a reconnu le principe de sécurité juridique et l'obligation faite au pouvoir réglementaire de prévoir des mesures transitoires lors d'un changement de réglementation. C'est notamment le cas en l'espèce.</p> <p>Dès lors que la méconnaissance des obligations nouvelles entraîne des sanctions, une transition est nécessaire afin de prendre en compte les délais incompressibles de mise en œuvre.</p> <p>Format 4,7 m² :</p> <p>Le SNPE approuve pleinement cette disposition. En effet, elle évite la dépose et la mise en conformité de plusieurs dizaines de milliers de dispositifs et évitera une empreinte carbone catastrophique et contraire à l'esprit même des attentes exprimées par la convention pour le climat</p>

<p>Panneaux publicitaires=encore dans le « monde d'avant »</p> <p>22 décembre 2021 à 19h30min</p>	<p>Monsieur le Ministre de la transition écologique,</p> <p>Votre ministère, joliment dénommé, se doit de faire progresser concrètement (et urgemment !) l'écologie au sens large partout. Ainsi, dans le but notamment de freiner cet asservissement à la consommation destructrice de notre Planète, les publicités en extérieur doivent être combattues vigoureusement afin de les faire disparaître au plus vite, "urbi et orbi".</p> <p>Vous comprendrez donc que nous ne pouvons pas admettre et accepter des mesurettees comme celles que vous proposez ici. S'il vous plaît, ayez l'ambition et le courage d'oser mettre en oeuvre une vraie transition écologique.</p> <p>Nous en avons tous besoin, vos enfants aussi.</p> <p>En vous remerciant pour votre lecture attentionnée et fructueuse.</p>
<p>Projet de décret publicité</p> <p>22 décembre 2021 à 20h49min</p>	<p>Bonjour</p> <p>Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul.</p> <p>Tout cela manque de beaucoup de courage.</p> <p>Bonnes fêtes de fin d'année</p>
<p>Projet de décret publicité</p> <p>22 décembre 2021 à 20h49min</p>	<p>Bonjour</p> <p>Le passage de 12 à 10,5 m² n'est pas vraiment une avancée, puisqu'il correspond aux pratiques des grands afficheurs. En revanche le passage à 4,7 m² est bien un recul.</p> <p>Tout cela manque de beaucoup de courage.</p> <p>Bonnes fêtes de fin d'année</p>
<p>Pour réduire la publicité et dépolluer le paysage / contre ce projet</p> <p>22 décembre 2021 à 21h35min</p>	<p>Ce projet ne préserve pas l'environnement et aura un impact négatif.</p>